PLAN INTERNATIONAL

AUX FILLES, L'ÉGALITÉ

POUVOIR ÉGAL MAINTENANT

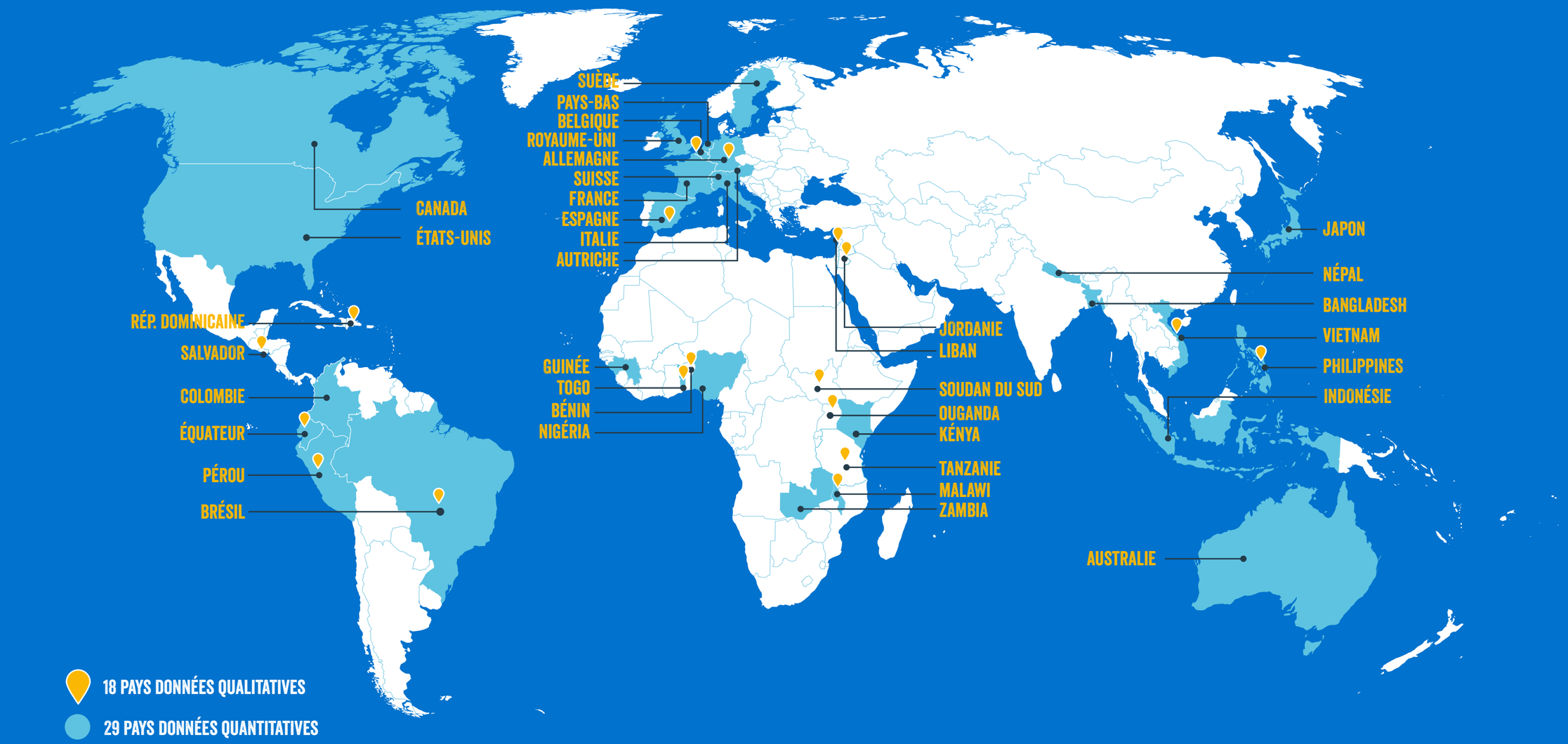
LES FILLES, LES JEUNES FEMMES ET LEUR PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

LA SITUATION DES FILLES DANS LE MONDE

2022

POUVOIR ÉGAL MAINTENANT

LES FILLES, LES JEUNES FEMMES ET LEUR PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE



LES LIMITES ET LES NOMS INDIQUÉS ET LES DÉSIGNATIONS UTILISÉES SUR CETTE CARTE N'IMPLIQUENT PAS UNE APPROBATION OU UNE ACCEPTATION OFFICIELLE PAR PLAN INTERNATIONAL.

Avis de non-responsabilité : Les références aux partis politiques et aux politiciens sont incluses dans le texte : cela n'implique ni affiliation, ni accord avec leurs politiques ou leurs positions politiques de la part de Plan International. Les noms des filles et des jeunes femmes dans ce rapport ont été modifiés pour garantir leur anonymat.

Crédit de la photo de couverture: Plan International / Alvaro Gumucio Li

Plan International a publié pour la première fois le rapport sur la situation des filles dans le monde en 2007. Le rapport 2022 sur la participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes est le cinquième d'une nouvelle série qui, chaque année, étudie les comportements, attitudes et croyances qui limitent la liberté et les opportunités des filles dans des environnements ou secteurs spécifiques. La recherche de cette année, utilisant des approches mixtes, a été menée dans 36 pays, comprenant une enquête auprès de plus de 29 000 adolescentes et jeunes femmes dans 29 pays, ainsi que des entretiens approfondis, dans 18 pays.

Pour une description plus complète des méthodes de recherche, voir page ***58.***

MESSAGE DU PDG

Cette année, le rapport sur la situation des filles dans le monde se focalise sur la compréhension de la participation politique : que signifie la participation à la vie politique pour les filles et les jeunes femmes ?
Les lois internationales donnent aux jeunes le droit de participer aux décisions qui concernent leur vie. La triste réalité est cependant que, en particulier pour les filles et les jeunes femmes, l'accès aux espaces décisionnels est souvent semé d'obstacles. Les filles et les jeunes femmes que nous avons interrogées ont déclaré qu'elles se sentent souvent ignorées : leur participation, même lorsque la porte leur est ouverte, est symbolique et leurs contributions ne sont pas intégrées de manière significative. Cela signifie que de nombreuses décisions qui auront un impact sur leur présent et leur avenir sont prises à la place des jeunes, plutôt qu'avec eux. Notre rapport nous montre que les filles et les jeunes femmes se préoccupent de nombreux problèmes critiques, allant de la pauvreté et du chômage à la santé et à l'éducation, en passant par le changement climatique et l'environnement. Elles veulent s'impliquer pour rendre le monde meilleur et ce dernier a certainement besoin de leur énergie et de leurs idées pour parvenir à un changement durable. Nous savons, grâce à nos recherches, que les filles souhaitent contribuer à leur pays et à leur communauté et il est nécessaire de défendre leurs droits. Nous devons travailler ensemble pour que les filles et les jeunes aient non seulement droit de prendre part aux décisions, mais que leur participation se traduise par des améliorations significatives de leur vie quotidienne et de leurs opportunités. Chez Plan International, nous voulons un monde où toutes les filles connaissent et exercent leurs droits et mènent la vie qu'elles choisissent. Je suis convaincu que ce nouveau rapport contribuera à nous éduquer et, avec les jeunes du monde entier, à définir la voie à suivre.

STEPHEN OMOLLO

Photo ci-dessus : World Vision

CONTENU

PRÉFACE 6
AVANT-PROPOS 7
RÉSUMÉ 8
INTRODUCTION 10
PRÉPARER LE TERRAIN 14
CE QUE NOUS AVONS APPRIS 20
CONCLUSION 52
RECOMMANDATIONS 54
MÉTHODOLOGIE 58

PRÉFACE

Tien, 23 ans, a commencé à s'intéresser à l'égalité des sexes à l'université et est responsable du Comité consultatif de la jeunesse de Plan International Vietnam. Elle travaille comme responsable du développement commercial pour une société de logiciels. Ici, elle parle à **Keiver, 17 ans,** militant de Plan International Colombie, qui vient de commencer ses études universitaires.

TIEN:

Le thème de ce rapport a une grande importance pour moi à titre personnel. Très tôt, grâce à mes interactions avec le gouvernement, je me suis rendu compte des obstacles que les jeunes et surtout les femmes rencontrent dans la défense de leurs intérêts politiques. J'aimerais vraiment poser la première pierre de cet édifice, faire entendre la voix des jeunes et influencer les décisions politiques sur les questions qui nous tiennent à cœur. Et toi, Keiver ?

KEIVER:

Étant donné que les hommes dominent les espaces politiques, en tant qu'homme, je veux me distinguer de ceux qui disent que les femmes ne peuvent pas, ne devraient pas participer ou ne sont pas faites pour ces espaces, simplement parce qu'elles sont des femmes. Ce sujet m'intéresse car je crois fermement à la valeur et aux capacités des femmes. À votre avis, à quoi ressemblerait un monde idéal en termes de participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes ?

TIEN:

J'imagine un monde où les filles pourraient s'asseoir à la même table que les décideurs. Nous pourrions parler de nos difficultés, de nos préoccupations, de nos attentes et de nos recommandations. Nous aurions une discussion visant à trouver des solutions, tout en faisant preuve d'empathie et de patience.

KEIVER:

Je rêve aussi d'un monde juste. Où les femmes ont des chances égales de montrer leurs compétences et de développer leurs connaissances. Continuons à œuvrer pour la participation des filles, des adolescentes et des jeunes femmes à la politique. Que l'exemple vienne de nos collectifs !

TIEN:

Oui, c'est vrai. Les collectifs et les groupes de jeunes engagés en politique, en particulier les filles et les jeunes femmes, peuvent être une source de progrès et d'innovation. Les idées et les approches novatrices des jeunes feront en sorte que la politique réponde à nos préoccupations. J'espère vraiment que ce rapport pourra être un premier pas pour permettre de sensibiliser le public à ce sujet et de contribuer à l'élaboration d'une solution.

KEIVER:

Je suis d'accord avec toi ! J'espère que ce rapport pourra aider les gens à comprendre le sujet, à voir la pertinence de la participation des jeunes femmes et à l'approuver dans tous les scénarios possibles.

Photo ci-dessus : Plan International

Photo ci-dessus : Keiver

AVANT-PROPOS

Par Aya Chebbi, ancienne ambassadrice de la jeunesse de l'ONU et fondatrice et présidente du Nala Feminist Collective.

J'ai suivi la campagne de Plan International pour le leadership des filles et je suis très heureuse de voir que ce nouveau rapport sur la participation à la vie politique est largement diffusé.

Cela me rappelle le moment où j'ai découvert le pouvoir de ma propre voix politique. J'étais en première ligne, n'ayant pas peur de mourir pour au nom de la liberté lors de la révolution de mon pays, la Tunisie, en 2011. En tant que fille, il s'agit de la liberté d'être en sécurité, de faire ses propres choix, d'avoir accès à la santé reproductive et sexuelle, d'avoir une éducation et des repas à l'école, d'accéder à la liberté financière, d'être, de devenir et de rester un être humain égal avec un pouvoir politique.

Ces libertés ne peuvent être garanties sans la participation à la vie politique des jeunes femmes - que ce soit lors de discussions familiales ou lors de discussions politiques de haut niveau. La voix des filles ne peut être ignorée et leurs expériences ne doivent pas être sous-estimées.

Notre génération représente environ la moitié du monde, ce qui signifie que nous avons des superpouvoirs : le pouvoir démographique, le pouvoir de vote, le pouvoir de mobilisation et le pouvoir d'innovation. Nous descendons dans la rue lorsque personne ne nous écoute, car notre lutte est une lutte pour la parole. En Afrique, l'âge moyen de la population est de 20 ans. Cependant, l'âge moyen des dirigeants africains est de 64 ans et ce fossé générationnel exclut la participation des jeunes femmes au système politique – et pas seulement en Afrique.

Si nous ne nous attaquons pas à ce problème maintenant, d'ici la fin du siècle, lorsque notre population aura doublé, l'écart sera encore plus grand. Dans mon plaidoyer au cours de mon mandat d'ambassadrice de la jeunesse de l'Union africaine, j'ai promu ce que j'appelle le co-leadership intergénérationnel. Je crois que nous ne pouvons pas hériter de systèmes que nous n'avons pas co-conçus et que nous devons donc collaborer dès maintenant à la réforme des systèmes défaillants, à la rupture de ce cycle, à combler ce fossé et à permettre une réconciliation entre les générations.

Comme le montrent les recherches effectuées pour ce rapport, les jeunes femmes sont capables et désireuses de s'impliquer dans la vie politique – de ne pas être limitées par les jugements et les opinions des autres, mais d'exprimer les leurs et de se représenter. Pour faire la différence, le monde doit croire en notre pouvoir en tant que jeunes femmes. Notre pouvoir ne consiste pas à regarder et à blâmer le système, mais à le changer. Notre pouvoir vise à améliorer l'humanité, pas à la détruire. Notre pouvoir à pour but d'apporter la réconciliation et de réparer les fractures de notre monde. Les jeunes femmes ne devraient pas seulement avoir la possibilité de participer à l'élaboration des politiques, mais aussi d'occuper les postes importants qu'elles méritent : exprimer la vérité et susciter le changement.

AYA CHEBBI

Mme Aya Chebbi est une féministe et diplomate panafricaine qui s'est fait connaître en tant que militante politique et blogueuse lors de la révolution tunisienne de 2011. Elle a été la toute première ambassadrice de la jeunesse de l'Union africaine et la plus jeune diplomate du cabinet du président de la Commission de l'Union africaine (2018-21). En tant que fondatrice et présidente du Nala Feminist Collective, elle s'efforce de faire participer les jeunes femmes à la vie politique : elle est à l'origine du Africa Young Women Beijing+25 Manifesto (Manifeste Beijing+25 des Jeunes Femmes d'Afrique), qui exige l'égalité des sexes au travail, à la maison, dans les bureaux politiques, dans le système judiciaire et dans tous les domaines de la vie des femmes.

Photo ci-dessus : Plan International

RÉSUMÉ

Cette recherche est basée sur une enquête à grande échelle menée auprès de près de 29 000 filles et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans issues de 29 pays couvrant toutes les régions, tous les niveaux de revenus et tous les contextes civiques. Cette recherche comprend également des entretiens approfondis avec 94 filles et jeunes femmes issues de 18 pays.

Veuillez noter que les noms des filles et des jeunes femmes ont été changés pour garantir leur anonymat.

97%

des participantes à l'enquête **pensent qu'il est important de participer à la vie politique.**

83%

des filles et des jeunes femmes interrogées avaient une certaine **expérience de la participation** ou de l'engagement en politique.

24%

de celles qui aspirent à participer à la politique **se voient se présenter à un poste politique.**

63%

des participantes à l'enquête sont **impliquées dans une forme quelconque de groupe ou d'organisation,** ce qui indique des niveaux significatifs d'engagement et de participation civiques.

SEULES **11%**

ont déclaré être **généralement satisfaites des décisions** de leurs dirigeants sur les questions qui leur tiennent à cœur

1 IN 5

Une participante sur cinq a été **personnellement découragée de s'engager ou de participer** à la politique.

1 IN 10

Une participante sur dix pense que les **femmes ne sont pas qualifiées pour être des dirigeantes** politiques.

50%

Seules environ 50 % des filles et des jeunes femmes pensaient que, **du point de vue de leur communauté,** il était acceptable que les filles et les jeunes femmes s'engagent dans des activités politiques.

Il ressort clairement de ces réponses que les normes de genre, ce que la société et les filles elles-mêmes considèrent comme approprié pour les filles et les jeunes femmes, ont un fort impact sur leur participation à la vie politique. Il ressort également des résultats que les filles et les jeunes femmes ne constituent pas un groupe homogène. Leurs opinions divergent en fonction du lieu, du revenu, de l'identité sexuelle, de la religion, de l'origine ethnique et de nombreux autres facteurs interconnectés.

Certaines participantes ont été rebutées par les abus et le harcèlement dont elles ont vu les femmes dans la vie publique faire l'objet, conscientes que les femmes politiques sont soumises à des conditions plus strictes et jugées de manière différente de leurs homologues masculins. Malgré cela, les filles et les jeunes femmes savent que leur participation à la vie politique est importante, afin d'apporter des améliorations à leur propre vie et de contribuer à leur communauté et à leur pays. Un tiers des militantes interrogées ont également estimé que les modes de participation traditionnels, s'engageant directement avec l'État, étaient cruciaux pour apporter un changement politique durable. Les filles et les jeunes femmes s'intéressent à des sujets qui vont de la pauvreté et du chômage à l'environnement et au changement climatique, en passant par l'éducation et la santé. Cependant, elles ne sous-estiment pas les défis auxquels elles sont confrontées, 94 % des participantes à l'enquête reconnaissant les obstacles qui se dressent sur leur chemin. Elles sont souvent traitées avec condescendance et rarement écoutées. Bien que, dans certains pays, le taux de représentation des femmes dans les parlements et les conseils locaux se soit amélioré, il reste un manque important de modèles politiques et, dans de nombreux contextes, un récent recul des droits des filles et des femmes.

Malgré ces obstacles, les filles et les jeunes femmes s'engagent politiquement de nombreuses manières différentes : du vote à la signature de pétitions, en passant par l'adhésion à divers mouvements de jeunesse et la participation aux conseils d'école. L'école et la famille ont une influence cruciale sur les filles et les jeunes femmes qui découvrent la politique et veulent avoir une place dans le processus décisionnel. La participation à la vie politique peut sembler plus accessible au niveau local et pour de nombreuses filles et jeunes femmes, c'est là qu'elles sont actives et impliquées. Les filles et les jeunes femmes ont le droit, au niveau local, national et international, de prendre part aux décisions qui affectent leur vie. Plusieurs méthodes existent pour y parvenir :

QUATRE FAÇONS D'ACCROÎTRE LA PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE DES FILLES

LES DÉCIDEURS À TOUS LES NIVEAUX DOIVENT

institutionnaliser la participation significative et sûre des filles et de leurs groupes par l'adoption de politiques, de stratégies et de cadres entièrement financés et transparents.

LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET LOCAUX

doivent garantir l'accès à des voies diverses et inclusives vers la participation à la vie politique : notamment en finançant et en renforçant l'éducation civique et les opportunités de leadership et en facilitant l'inclusion des filles dans les processus décisionnels locaux.

LES GOUVERNEMENTS ET LES ENTREPRISES DE RÉSEAUX SOCIAUX

doivent s'attaquer à la violence subie par les femmes politiques et les filles militantes en adoptant une approche de tolérance zéro face à la violence. Les médias peuvent apporter leur soutien en promouvant des photos positives et en attirant l'attention sur la violence exercée sur Internet et dans la vie réelle.

L'ONU, LES GOUVERNEMENTS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

doivent reconnaître le rôle essentiel ainsi que distinct des filles dans la société civile et doivent fournir des ressources accessibles afin que les organisations de filles soient résilientes et durables face aux crises et aux menaces extérieures.

Toutes les filles et les jeunes femmes, dans toute leur diversité, ont besoin de tout le soutien qu'elles peuvent obtenir pour s'organiser et se mobiliser afin de s'assurer que leurs organisations et elles-mêmes sont pleinement équipées pour contribuer à l'avenir de leurs communautés et de leurs pays.

« Leurs décisions ont des répercussions sur les actions et la vie de tous, sur nos relations d'altérité, sur les limites que nous nous fixons, sur les actions interdites et celles qui sont autorisées. Par conséquent, je pense que la politique est très importante. »

AURORA, 20 ANS, ÉQUATEUR

Crédit : Plan International

INTRODUCTION

Cette année, alors que le monde sort lentement de la pandémie de COVID-19, le rapport de Plan International sur la situation des filles dans le monde s'intéresse à la participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes.

Il est d'une importance cruciale de faire entendre la voix des filles et des jeunes femmes, ainsi que de prendre en considération leurs opinions, leurs expériences et leurs droits, lorsque des décisions sont prises – bien souvent loin des lieux et des personnes pour lesquels ces décisions auront le plus d'importance. C'est important en tant que droit, important pour documenter les politiques et concevoir des programmes visant à améliorer les vies et les opportunités, et indispensable pour promouvoir l'égalité des sexes.

« Je pense que la culture de la domination masculine est encore très présente, dans le sens où l'on pense que les hommes sont plus intelligents que les femmes, si bien que l'on se moque parfois des femmes qui occupent des postes de pouvoir. Donc je pense que le problème persiste. »

JULIETTE, 21 ANS, BELGIQUE

Les décisions politique ont un impact sur tous les aspects de la vie des filles et des jeunes femmes, qu'il s'agisse des protections légales contre le mariage des enfants, de la protection de leurs droits sexuels et reproductifs ou des budgets alloués à leur éducation. Dans le contexte du déclin généralisé des droits des filles et des femmes[1] – comme en témoigne l'annulation de Roe v Wade, la décision de 1973 qui a permis aux femmes d'avoir accès à l'avortement légal aux États-Unis – il est de plus en plus urgent que les filles et les jeunes femmes participent aux décisions politiques et les influencent.

Le rapport de l'année dernière sur la situation des filles dans le monde, intitulé The Truth Gap (le fossé de la vérité), a fait état de la désinformation et de la mésinformation en ligne et a constaté que ces phénomènes limitent le militantisme des filles : une fille sur quatre se sent moins sûre d'elle pour partager ses opinions et une sur cinq cesse complètement de s'intéresser à la politique ou aux événements actuels. Ce n'est pas le seul élément qui empêche les filles et les jeunes femmes d'être actives dans la sphère politique. Les précédents rapports sur la situation des filles dans le monde ont également mis en évidence une effrayante culture de misogynie et de violence à l'égard des filles et des jeunes femmes : la peur restreint les ambitions des femmes, limite leur liberté dans tous les domaines de leur vie et affaiblit leur confiance en elles. En 2018, Unsafe in the City (L'insécurité en ville) a documenté la peur et la violence que les filles subissent au quotidien dans tous les espaces publics ; Rewrite Her Story (Réécrire son histoire), en 2019, a exposé comment les stéréotypes médiatiques et le faible taux de représentation affectent les ambitions en matière de leadership des filles et, en 2020, Free to be Online (Libre d'être en ligne) a révélé que 58 % des filles interrogées avaient été victimes de harcèlement en ligne et que les femmes politiques militantes étaient la cible d'abus encore plus importants. Cela inhibe non seulement la capacité et le désir d'être actif politiquement, mais réduit les possibilités d'apprendre, de créer des relations amicales et des alliances et de vivre pleinement dans le monde moderne.

Les filles sont confrontées à des obstacles particuliers quant à leur participation à la vie politique en raison de leur âge et de leur sexe : en tant que jeunes, leurs droits politiques sont limités et elles peuvent être considérées, à tort, comme insuffisamment matures pour participer aux processus politiques et, parce qu'elles sont des filles, les stéréotypes de genre les tiennent à l'écart de la sphère publique et entraînent des difficultés auxquelles les garçons et les jeunes hommes ne sont pas confrontés.

« De nombreux citoyens pensent que lorsque nous accédons à des postes, que nous devons prendre des décisions, etc., notre capacité de raisonnement est diminuée, ce qui est un argument que j'ai également beaucoup entendu. »

SOFIA, 24 ANS, ESPAGNE

Pourtant, malgré cela, encouragées par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les filles et les jeunes femmes explorent de plus en plus de voies différentes pour apporter les changements qu'elles souhaitent. Les mouvements de jeunesse diversifiés, le militantisme de base et l'action collective sont en hausse, car les filles et les jeunes femmes s'engagent dans les causes – pauvreté, changement climatique, conflits, éducation et santé – qui sont importantes pour elles et pour nous tous.[2]

« Je n'aurai pas peur de participer à ce projet, car nous sommes très nombreuses, bien sûr. C'est difficile si dois le faire toute seule. »

ROSAMIE, 16, CRVR[3], PHILIPPINES

Crédit : Plan International

DÉFINITION DE LA PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

La participation à la vie politique est l'ensemble des activités volontaires[4] que les filles et les jeunes femmes entreprennent :

- *au sein des espaces politiques traditionnels ou via les institutions politiques établies ;*
- *afin d'influencer ces espaces et institutions ;*
- *pour d'autres raisons politiques, notamment pour résoudre certains problèmes communautaires ;*
- *dans un contexte plus large – lieux de travail, établissements d'enseignement, médias – pour lesquels il peut être approprié de qualifier ces activités comme étant politiques.*

Pour étudier les activités des filles et des jeunes femmes, il est particulièrement important d'adopter une définition large de la participation à la vie politique, qui inclut la sphère politique traditionnelle et va même au-delà. Cela nous permet de reconnaître et de comprendre les activités les plus couramment entreprises par les filles et les jeunes femmes, qui se déroulent principalement en dehors de la sphère politique traditionnelle, souvent dans le cadre de la société civile au niveau local ou communautaire. Cela nous permet également de reconnaître et de valoriser les connaissances et l'expérience politiques que les filles et les jeunes femmes possèdent déjà, et de définir des recommandations sur la meilleure façon de soutenir la participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes en tant qu'acteurs politiques actuels et futurs.

L'activité politique est aussi diverse que les personnes qui y prennent part et il convient de remettre en question la croyance, largement répandue dans certains contextes, selon laquelle la « politique » n'est pas une activité appropriée pour les filles et les jeunes femmes.

Les filles et les jeunes femmes ne constituent pas un groupe homogène : en effet, elles sont toutes des individus influencés par leur situation personnelle, leurs opportunités et leurs caractéristiques. On observe des différences régionales et leurs opinions et expériences sont également déterminées par leur statut socio-économique, leur race, leur foi, leur appartenance ethnique, leur orientation sexuelle et leur identité de genre.

Les participantes qui s'identifient comme LGBTIQ+ et celles appartenant à des minorités ont des opinions plus négatives sur les dirigeants politiques.

Dans notre recherche, l'âge semble avoir peu d'influence sur la participation : les filles âgées de 15 à 19 ans, bien que des activités comme le vote ne soient pas ouvertes à la plupart d'entre elles, ont des attitudes peu différentes de celles de la tranche d'âge 20-24 ans.

On constate également que les filles et les jeunes femmes, dans toute leur diversité, sont de plus en plus préoccupées par la pauvreté et le chômage et leurs effets sur leurs communautés. Alors que la pandémie de COVID-19 retombe peu à peu, ses conséquences, à savoir que les économies ne parviennent pas à se redresser, ont toujours un véritable impact. Dans les communautés déjà affectées par la crise climatique, les familles luttent pour se nourrir ; la guerre en Ukraine va au-delà des souffrances de ceux qui y vivent : elle augmente la probabilité de famines et de pénuries alimentaires dans différents pays et continents. Les fonds manquent dans le monde entier. La situation n'affecte pas seulement les revenus des familles, mais également le financement gouvernemental des services essentiels.

« Les gens n'ont pas d'argent pour acheter du maïs pour se nourrir. Mes voisines ne mangent qu'une fois par jour et doivent mendier de la nourriture. »

ALICE, 16 ANS, CRVR, BÉNIN

Le changement climatique, l'augmentation de la famine, de la pauvreté et de la guerre sont autant d'éléments impossibles à ignorer et, en grandissant, les adolescentes et les jeunes femmes deviennent plus conscientes de la politique, plus intéressées par les questions sociales et de plus en plus conscientes de la façon dont les décisions prises, tant au niveau local que national, auront un effet sur leur vie. Elles doivent être soutenues à la fois pour faire valoir leurs droits et pour développer leurs capacités à participer. En tant que jeunes, ces dernières doivent être en mesure d'influencer le monde dans lequel elles vivent et de contribuer à le façonner. Elles doivent également développer aujourd'hui les compétences, les connaissances et le désir de rester politiquement actives, car en tant que femmes adultes, elles contribueront au monde de demain.

L'objectif principal des recherches de grande envergure menées pour ce rapport est d'explorer et de comprendre les attitudes et les expériences des filles et des jeunes femmes en matière de participation et d'institutions politiques et civiques, dans toute une série de contextes :

- Comment les filles et les jeunes femmes conceptualisent-elles la politique, et quelles sont les causes politiques qu'elles privilégient ?
- Comment considèrent-elles leurs dirigeants politiques et se sentent-elles correctement représentées dans la sphère politique ?
- Qu'est-ce qui influence leur décision de participer à la politique ? Qu'est-ce qui les rebute et qu'est-ce qui les inspire ?
- Quelles stratégies et quel soutien faut-il mettre en place pour permettre aux filles et aux jeunes femmes de s'engager plus activement dans les enjeux et les campagnes qui leur semblent importants ?

« Je connais deux membres de l'assemblée, des femmes très jeunes, au niveau national et elles sont très engagées, comme pour le droit à l'avortement par exemple. Elles sont... connues ici en Équateur. Et je suis beaucoup leur travail parce que je les admire énormément. »

AURORA, 20 ANS, ÉQUATEUR

PRÉPARER LE TERRAIN

À l'échelle mondiale, la participation et la représentation politiques sont fortement sexuées. Dans toutes les cultures et tout au long de l'histoire, la politique a été le domaine des privilèges et du pouvoir pour les citoyens plus âgés, de sexe masculin et souvent riches .

Des progrès ont incontestablement été accomplis : jusqu'en 1960, seule la moitié des nations du monde accordait le droit de vote aux femmes, mais en 2020, aucun pays ne leur interdit de voter en raison de leur sexe.[5]

L'année 2021 a marqué la 16e année consécutive de déclin de la liberté dans le monde, 60 pays ayant subi un recul net des droits politiques et des libertés civiles, et seulement 25 ayant enregistré des avancées positives.[6] La pandémie de COVID-19 a accéléré cette tendance : dans certains pays, les restrictions utilisées pour endiguer la pandémie ont été instrumentalisées pour supprimer les groupes d'opposition et réduire l'espace du débat politique pendant les élections.[7] La pandémie de COVID-19 a également contribué à anéantir de nombreux acquis en matière d'égalité des sexes. Les preuves suggèrent que certains pays, qui avaient déjà commencé à faire régresser les droits des filles et des femmes, ont utilisé la pandémie de COVID-19 pour compromettre davantage ces droits, ainsi que ceux des communautés LGBTIQ+.[8]

À l'inverse, la croissance rapide des réseaux sociaux et de l'utilisation d'Internet, accélérée par la pandémie, a joué un rôle clé dans l'élargissement des possibilités et des moyens pour les filles et les jeunes femmes de s'engager en politique. À compter d'avril 2022, il y avait près de cinq milliards d'utilisateurs d'Internet dans le monde : 4,65 milliards d'entre eux, soit 58 % de la population mondiale, sont des utilisateurs de réseaux sociaux.[9] Ce mouvement en ligne modifie le contexte de la participation à la vie politique et les jeunes, en particulier, redéfinissent ce que signifie participer à la vie politique, en dehors des limites des institutions politiques traditionnelles.[10]

Les faits indiquent que les jeunes sont de plus en plus déçus, qu'ils expriment un manque de confiance envers les politiciens, les partis politiques et les institutions[11] et que, dans la plupart des régions du monde, la participation des jeunes aux processus et institutions politiques traditionnels est en déclin.[12]

Crédit : Plan International / Max Goldstein

L'écart entre les sexes et les âges dans le leadership et la représentation politiques[13] :

Globalement, le leadership et la représentation politiques restent fortement dominés par les hommes, en particulier dans les gouvernements nationaux :

10 pays ont une femme à la tête de l'État

13 ont **une femme** à la tête **du gouvernement**[14]

21% des **ministres du gouvernement sont des femmes**[15]

26% des **parlementaires nationaux sont des femmes**[16]

1% des **parlementaires dans le monde sont des femmes âgées de moins de 30 ans**[17]

Au niveau local, la situation est légèrement meilleure : des données récentes d'ONU Femmes montrent que les femmes, y compris les jeunes femmes, occupent une plus grande proportion de sièges dans les gouvernements locaux que dans les gouvernements nationaux dans presque toutes les régions du monde.[19] Cependant, il existe toujours un écart entre les sexes et les âges : les femmes restent moins bien représentées dans les gouvernements locaux que les hommes, et les jeunes femmes restent moins bien représentées que leurs homologues plus âgées.

Si le rythme de progression actuel se maintient, cela prendra **155 ANS** pour atteindre la parité hommes-femmes en politique dans le monde.[20]

Ce sont les hommes qui sont plus visibles sur la scène politique, dominant les fonctions traditionnelles de l'État et la couverture médiatique politique. Les recherches suggèrent que les filles sont plus susceptibles de s'imaginer en tant que futurs acteurs politiques lorsque des modèles politiques féminins sont présentés dans les médias grand public.[21] Comme l'a fait remarquer une participante à une étude précédente de Plan International:[22]

« Dans la vie, on a besoin d'une personne qui nous donne l'exemple et qui nous dit : « Tu peux le faire, tu peux le faire », une source de motivation. »

JEUNE FILLE, 15 ANS, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Photo ci-dessus : Sanna Marin en 2019, par Laura Kotila, Government office, licensiée sous CC BY-SA 4.0

PROFIL : POUVOIR ÉGAL

LA PREMIÈRE MINISTRE

« Je veux construire une société où chaque enfant peut devenir ce qu'il veut et où tout le monde peut vivre et grandir avec dignité. »[18]

Sanna Marin, première ministre de la Finlande depuis 2019, avait 34 ans lorsqu'elle a été élue. C'est la personne la plus plus jeune à occuper ce poste dans l'histoire de la Finlande. Elle a une fille de quatre ans. Son premier mandat n'a pas été exempt de controverses – certaines étant peut-être attribuables au fait qu'elle soit jeune et de sexe féminin. Elle a travaillé tout au long de ses études universitaires et a été la première de sa famille à entrer à l'université. Elle a commencé sa carrière politique dans l'aile jeunesse du parti social-démocrate. Son arrivée à la tête du pays n'est pas considérée comme aussi remarquable en Finlande qu'elle peut le paraître : cela peut être dû à un système éducatif généreux, à des services de garde d'enfants peu coûteux et de qualité, et à un engagement social et économique global en faveur de l'égalité des sexes plus ancré culturellement et mieux doté en ressources que dans de nombreux autres pays. Son gouvernement est composé de 10 femmes et de 9 hommes.

Quels sont les principaux obstacles à la participation à la vie politique des jeunes femmes ?

Les preuves apportées par de nombreuses études sont sans appel : les femmes, en particulier les jeunes femmes et celles issues de milieux marginalisés, sont confrontées à une multitude d'obstacles juridiques, économiques et socioculturels qui les empêchent de se présenter à un poste politique. Les jeunes femmes occupant des postes de direction politique, que ce soit dans un cadre traditionnel ou informel, se heurtent à une opposition en raison de leur âge et de leur sexe.

- Des éléments indiquent[23] , principalement dans les démocraties occidentales, que les **filles sont moins intéressées par la participation à la vie politique traditionnelle que les garçons,** préférant les activités liées aux mouvements sociaux. Ce rejet de la politique traditionnelle signifie, selon certains, que les filles et les jeunes femmes s'auto-sélectionnent pour ne pas assumer le leadership politique dans les coulisses du pouvoir, là où cela compte le plus.
- Dans de nombreux pays, les jeunes femmes **n'ont pas le droit de se présenter aux élections.** Dans 69 % des pays, l'âge minimum légal pour occuper un poste parlementaire est plus élevé que l'âge minimum pour voter[24], ce qui indique aux candidats potentiels que la politique n'est pas une « affaire de jeunes ».[25]
- Des études ont également montré que les femmes **sont moins susceptibles que les hommes de se considérer comme qualifiées pour se présenter à un poste politique**[26] et sont plus enclines à éviter les environnements compétitifs[27] – des choix qui sont à leur tour façonnés par les normes sociétales liées au genre.
- Selon une enquête menée en 2015 dans 84 pays par le Women in Parliaments Global Forum (Forum mondial des femmes dans les parlements) et la Banque mondiale, les **femmes sont trois fois plus susceptibles de s'inquiéter de la discrimination sexuelle et deux fois plus susceptibles de craindre de ne pas être prises au sérieux que leurs homologues masculins.**[28]
- **La violence et le harcèlement à l'encontre des femmes qui occupent des fonctions politiques,** qui se présentent à des élections ou qui sont actives sur le plan politique est un problème qui touche de nombreux pays dans le monde.[29] Si les actes de violence politique fondée sur le sexe sont généralement dirigés contre des femmes individuelles, leur impact va au-delà de leur cible spécifique, notamment en dissuadant les filles et les jeunes femmes qui pourraient envisager de s'engager en politique, et en communiquant à la société que les femmes ne devraient pas participer à la vie publique.[30]
- **Les normes sociales et les croyances discriminatoires liées à l'âge et au sexe** influencent les possibilités offertes aux filles et aux jeunes femmes de participer à la politique, ainsi que les défis auxquels sont confrontées celles qui le font. L'un des plus importants est l'âgisme, ou plus précisément l'adultisme, qui se manifeste généralement par une tendance à rejeter les opinions et les contributions des jeunes en raison de leur âge.[31] L'adultisme peut également se manifester par un éloge excessif des filles politiquement actives, qui sont qualifiées d'« héroïques » ou d'inspirantes.[32] Malala Yousafzai et Greta Thunberg en sont de bons exemples et des recherches menées auprès d'adolescentes militantes aux États-Unis ont suggéré que cette incitation à la prise de position peut être perçue négativement par d'autres filles. Cela est interprété comme étant condescendant et impliquant que la plupart des jeunes ne sont pas capables d'une participation politique significative.[33]
- **Dans de nombreuses sociétés, il existe une croyance dominante selon laquelle la politique est une activité inappropriée pour les femmes – et par conséquent, pour les filles**. Bien que l'attitude du public à l'égard de la participation politique des femmes évoluent lentement,[34] les progrès dans ce domaine sont inégaux. Dans certaines parties du monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique, les filles continuent de se heurter à d'importants obstacles quant à leur participation à la vie politique. Par exemple, les filles et les jeunes femmes qui assistent à des réunions politiques peuvent voir leur moralité remise en question, surtout lorsque ces réunions ont lieu la nuit.[35] Des recherches menées aux États-Unis montrent également que les parents imposent généralement de plus grandes contraintes aux filles qu'aux garçons en matière de mobilité,[36] ce qui peut limiter la capacité des filles à participer aux mouvements sociaux.[37]
- L'intérêt pour la participation politique, ou l'absence d'intérêt, se manifeste à un stade précoce du développement de l'enfant. **Le contexte familial est souvent considéré comme le cadre le plus important de ce processus de socialisation politique** – il est prouvé que des attitudes politiques parentales stables et des contacts fréquents avec les questions politiques par le biais de discussions familiales augmentent de manière significative la conscience pré-adulte et la disposition à long terme pour la participation politique.[38] Il est également prouvé qu'au sein des familles, les garçons et les jeunes hommes sont plus susceptibles que les filles d'être socialisés par leurs parents pour envisager la politique comme un choix de carrière.[39]

Modèles de participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes

Les recherches suggèrent que les jeunes sont plus susceptibles de participer à la vie politique par des voies moins traditionnelles et non institutionnelles, notamment par le biais de protestations et de manifestations, ainsi que par des formes plus individualisées d'action politique.[40]

Cette tendance à privilégier les formes de participation non institutionnelles semble être particulièrement importante chez les filles et les jeunes femmes,[41] à la fois parce qu'elles sont confrontées à des obstacles plus importants à la participation via les moyens institutionnels, et parce qu'elles ont une véritable préférence pour l'approche moins traditionnelle. Si les filles rejettent souvent la politique traditionnelle,[42] elles sont très investies dans leur communauté, s'intéressent à la résolution des problèmes communautaires et s'engagent personnellement dans l'idée de changement social.[43] Certaines données, provenant principalement de recherches menées dans les démocraties occidentales, indiquent que les formes de participation politique préférées des filles et des garçons commencent à diverger à l'adolescence.[44]

Depuis l'adoption de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, de nombreux pays ont mis en place des mécanismes participatifs pour les jeunes, tels que les Conseils de la jeunesse et les Parlements des jeunes, et ont également cherché à inclure les enfants et les jeunes dans les initiatives d'élaboration participative des politiques et des budgets. Ces progrès ont offert aux filles et aux jeunes femmes des possibilités accrues de s'engager dans les processus politiques traditionnels dans de nombreuses régions du monde. Dans de nombreux cas, les Conseils de la jeunesse ont permis aux jeunes de prendre en main les politiques et les décisions au niveau local.[45] Cependant, la conception des Parlements des jeunes en fait souvent une forme d'éducation civique, plutôt que de véritables canaux de participation démocratique.[46] Les preuves suggèrent également que les procédures de sélection pour les Parlements des jeunes et les Conseils de la jeunesse signifient qu'ils ont du mal à inclure des jeunes issus de milieux divers, ce qui entraîne une sous-représentation des communautés marginalisées.[47] [48]

Bien que les mécanismes participatifs puissent offrir aux filles et aux jeunes femmes une voie d'accès à la vie politique traditionnelle, l'activité politique reste, pour la plupart d'entre elles, en dehors des structures officielles. Cette absence des structures politiques institutionnelles a, selon certains, « compromis leur capacité à devenir des actrices publiques, des actrices de mouvements sociaux et des dirigeantes politiques compétentes ». La formation des filles à la participation à la sphère politique[49] traditionnelle reste impérative, quel que soit leur statut d'outsider.

MILITANTISME EN LIGNE

L'expansion rapide des réseaux sociaux et de l'utilisation d'Internet au cours des dernières années a joué un rôle clé dans le bouleversement de la participation politique et a élargi les moyens par lesquels les filles et les jeunes femmes peuvent s'engager en politique. La facilité de communication et de mise en réseau ainsi que l'accès et l'exposition des individus à l'information politique ont considérablement augmenté, tandis que les sources d'information ont été diversifiées et « démocratisées ».[51] Comme les jeunes grandissent avec des taux élevés d'engagement dans les espaces en ligne, comprendre les implications de ces changements pour leur participation politique et leur engagement plus large est un domaine de recherche croissant.

Le militantisme en ligne ou numérique englobe une immense variété d'actions : de nombreuses formes traditionnelles de participation, telles que la signature de pétitions, la prise de contact avec des représentants ou l'appartenance à des groupes communautaires, sont désormais en ligne. Les jeunes en particulier utilisent les réseaux sociaux pour développer leur identité politique et exprimer leurs positions politiques sous des formes créatives telles que les vidéos et les memes,[52] et redéfinissent la participation politique en dehors des limites des institutions politiques traditionnelles.[53] Les recherches menées aux Fidji suggèrent que les canaux de participation en ligne sont particulièrement importants pour les personnes dont la capacité à communiquer par d'autres moyens est limitée en raison de leur âge et/ou de leur sexe.[54] Cela peut également rendre la participation en ligne particulièrement intéressante pour les filles trans, ainsi que pour celles qui s'identifient comme faisant partie de la communauté LGBTIQ+.

Les formes de participation à la vie politique en ligne ne sont pas à l'abri des violences. Les filles et les militantes sont attaquées ou « trollées » en ligne de manière disproportionnée, souvent avec des menaces sexualisées destinées à les intimider et à les empêcher de s'exprimer.[55] Les espaces en ligne ont également donné aux gouvernements de nouveaux outils pour réprimer le militantisme politique et contraindre la société civile. Il s'agit notamment de l'utilisation stratégique de coupures d'Internet, du blocage ciblé de certains réseaux sociaux et de l'utilisation d'espaces numériques pour recueillir des renseignements sur les militants politiques.[56]

« Tant que ce modèle d'autosélection inégale dans la politique institutionnelle persistera et tant que le monopole de la prise de décision reviendra aux partis et aux institutions politiques, il sera difficile d'établir l'égalité de représentation des sexes en politique. »[50]

ORGANISATIONS GÉRÉES PAR DES FILLES

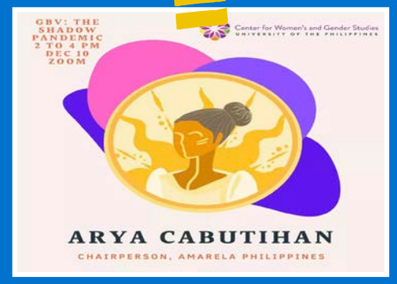
La participation des filles et des jeunes femmes en dehors des canaux politiques traditionnels se fait souvent par le biais de diverses formes d'action collective : nous assistons à une augmentation des mouvements de jeunesse diversifiés, intersectionnels et décentralisés ainsi que de militantisme de base dans lesquels les filles et les jeunes femmes sont particulièrement présentes. Les recherches existantes montrent également que les filles ont tendance à s'organiser de différentes manières. Les organisations dirigées par des filles adoptent généralement des structures plus simples et moins hiérarchisées et sont moins susceptibles d'être officiellement enregistrées.[59]

Le mouvement climatique Fridays for Future (FFF / Grève étudiante pour le climat) illustre les formes de participation à la vie politique, et d'organisation politique, dans lesquelles les filles et les jeunes femmes s'engagent le plus souvent. Malgré la grande notoriété de Greta Thunberg, la FFF est restée un mouvement décentralisé et populaire, sans dirigeants officiels. Par sa structure non hiérarchique, et en travaillant en dehors des institutions politiques établies, la FFF fournit un exemple de la tendance apparente des filles à privilégier des modes moins institutionnalisés de participation et d'organisation politiques. Cependant, elle démontre également le fait que le choix par les filles de modes de participation politique non institutionnels n'exclut pas un désir d'influencer les actions des institutions politiques traditionnelles.

Une enquête sur les organisations de jeunes féministes (les YFO) a révélé que les filles et les jeunes femmes s'organisent autour de nombreux sujets. Bien qu'il existe des différences entre les régions, il s'avère que les sujets les plus importants sont la violence fondée sur le genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que l'autonomisation politique et économique des femmes. La même enquête a révélé que si les YFO font campagne pour le changement dans la sphère politique « traditionnelle », leur militantisme sur les questions qui leur tiennent à cœur cherche également à apporter des changements dans la « sphère informelle » des consciences individuelles et des normes sociales et culturelles.[60]

PROFIL : POUVOIR ÉGAL

LA MILITANTE



« Nous pensons mériter mieux. Qui d'autre que nous va commencer [à faire évoluer les choses] ? Nous voulons jouer le rôle de passerelle entre la société que nous voulons et celle dont nous disposons actuellement. »[58]

Arya Cabutihan est originaire des Philippines et co-présidente d'Amarela, une initiative menée par des jeunes pour rendre les informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs accessibles aux jeunes. Elle a commencé à s'impliquer dans Amarela à 15 ans et est une fervente partisane du militantisme des jeunes. Le groupe Facebook dispose d'une équipe d'adolescents bénévoles de diverses identités de genre qui se relaient pour publier des articles d'information, organiser des conférences et tenir des webinaires pour les 14 000 personnes qui les suivent. L'essentiel de leur travail consiste à décortiquer les informations sur la santé reproductive du jargon médical et de les transformer en infographies compréhensibles dans les langues locales. Bien que le gouvernement ait déclaré que la lutte contre la grossesse chez les adolescentes était une priorité, on estime que 500 adolescentes donnent naissance à un enfant chaque jour[57] et parler de sexe reste un véritable tabou. Amarela et son personnel sont fréquemment menacés.

Copyright de l'image ci-dessus : Amarela

Les droits des filles et des jeunes femmes en matière de participation à la vie politique sont inscrits dans le droit international – dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC) et dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) – ainsi que dans des accords mondiaux comme les Objectifs de développement durable. Quelle que soit la législation, il ressort clairement des recherches menées par de nombreuses individus et organisations que l'impact de ces lois et accords n'est pas suffisamment ressenti dans la vie quotidienne des filles et des jeunes femmes dont ils prétendent protéger les droits.

CE QUE NOUS AVONS APPRIS

Nos principales conclusions de l'enquête et de deux séries d'entretiens qualitatifs, menés avec des jeunes femmes militantes et avec des participantes d'une étude comparative *Choix réels, vies réelles* que Plan International mène depuis 2007, sont présentées ci-dessous.

1.
QUE SIGNIFIE LE MOT POLITIQUE POUR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES ?

2.
QUELLES SONT LES SUJETS POLITIQUES QUI INTÉRESSENT LE PLUS LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES ?

3.
COMMENT LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES ÉVALUENT-ELLES LEUR LEADERSHIP POLITIQUE ACTUEL ? CETTE PERCEPTION EST-ELLE REPRÉSENTATIVE, PERTINENTE ET HONNÊTE ?

4.
LES FEMMES PEUVENT-ELLES DEVENIR DES DIRIGEANTES POLITIQUES ET COMMENT CELA EST-IL PERÇU DANS VOTRE PAYS ET VOTRE COMMUNAUTÉ ?

5.
POURQUOI LA PARTICIPATION DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES À LA VIE POLITIQUE EST-ELLE IMPORTANTE ET QUEL GENRE DE PARTICIPATION ENTENDONS-NOUS PAR LÀ ?

6.
QU'EST-CE QUI DÉCOURAGE, OU ENCOURAGE, LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES À PARTICIPER À LA VIE POLITIQUE ?

7.
ENVISAGER L'AVENIR – PREMIÈRES MINISTRES, MILITANTES OU ÉLECTRICES ? COMMENT LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES VOIENT LEUR AVENIR DANS LA VIE POLITIQUE.

Crédit : Plan International

1.

QUE SIGNIFIE LE MOT POLITIQUE POUR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES ?

« Quand j'entends le terme politique, je pense à la politique dans le sens des affaires de l'État... Je vais en parler, dans le sens de « business », des affaires de l'État. Pour moi, c'est une façon de gouverner. C'est une façon de gérer les affaires de l'État... »

MINERVA, 23 ANS, TOGO

Afin de comprendre comment les filles et les jeunes femmes conceptualisent la politique, et de fournir un cadre pour nos conclusions ultérieures, une question ouverte a été posée aux participantes des deux séries d'entretiens qualitatifs. Qu'associez-vous au terme « politique » ? Dans une écrasante majorité, quel que soit le contexte ou l'expérience en matière de participation à la vie politique, les participantes associent le mot « politique » à la sphère politique traditionnelle, et pour beaucoup d'entre elles, en particulier parmi le groupe des militantes, il s'agit d'un terme négatif.

Parmi les filles de *Choix réels, vies réelles* qui se sont senties capables de répondre à cette question,[61] la politique était généralement liée à la gouvernance et aux dirigeants politiques, y compris le président d'un pays, les ministres du gouvernement et les maires locaux, et était souvent abordée en termes neutres. Au Salvador, au Bénin, aux Philippines et au Togo, les filles ont associé la politique aux élections et au vote ainsi qu'aux candidats politiques qui s'étaient rendus à leur domicile et communautés pendant les périodes électorales. Pour les participantes du Vietnam, du Bénin et du Togo, la politique était la gouvernance ou la gestion des sociétés et des communautés. Une seule fille a mentionné la démocratie dans son interprétation de la politique et a associé les partis politiques à la « paix ».

« À mon humble avis, la politique c'est la démocratie ; les partis sont la culture de la paix. »

FEZIRE, 16 ANS, CRVR, TOGO

Les militantes de Belgique, du Malawi et d'Allemagne ont associé la politique à l'exercice du pouvoir :

« J'ai toujours associé la politique au fait de savoir qui a le pouvoir de décider pour un groupe plus large et comment répartir ce pouvoir. Ainsi, dans une démocratie, nous décidons de le faire en votant, ce qui est plutôt cool, je pense, mais alors qui peut participer à ces structures de vote ? Donc, pour moi, c'est vraiment une question de structures de pouvoir. »

ANNA, 23 ANS, ALLEMAGNE

Au Salvador, au Brésil et aux Philippines, les participantes de *Choix réels, vies réelles*, ont fréquemment associé la politique à la corruption.

« Ils distribuent de l'argent en échange d'un vote. En bref, on achète vos votes. »

REYNA, 15 ANS, CRVR, PHILIPPINES

« Quand j'entends ce mot, la première chose qui me vient à l'esprit est le vol. Parce que tous les gens qui sont élus pour nous représenter finissent par voler l'argent public. »

BIANCA, 16 ANS, CRVR, BRÉSIL

Il y a toutefois eu quelques exemples isolés de filles et de jeunes femmes associant la politique à quelque chose de positif.

« J'ai l'impression que la politique et les politiques sont toujours en train de prendre des décisions par rapport à la vie des gens... Mais je pense aussi qu'elles représentent la justice, l'équité et les droits, car j'ai l'impression que la politique est également un moyen pour les sociétés d'être plus justes et plus équitables. »

AURORA, 20 ANS, ÉQUATEUR

Dans l'ensemble, les réponses à cette question reflètent une définition relativement limitée de la politique. Cela peut signifier que les filles et les jeunes femmes sous-estiment la portée réelle de leur participation à la vie politique et peut les amener à répondre aux questions uniquement en se référant à un type particulier de dirigeant politique : celui occupant un poste politique traditionnel. Et, pour l'essentiel, ce dernier n'est ni jeune ni une femme.

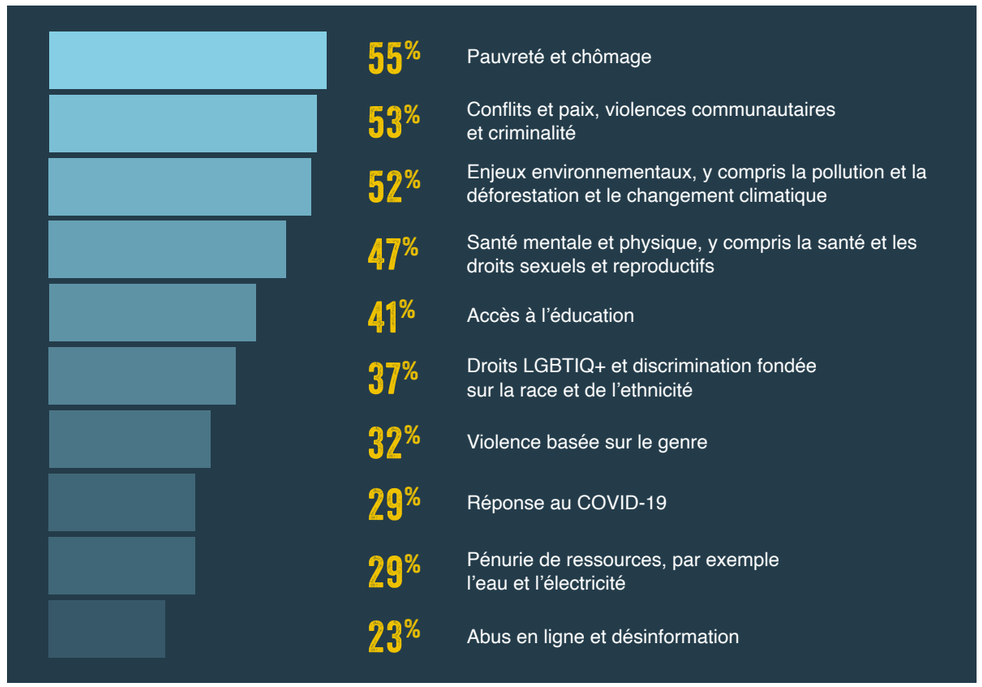
2.

QUELLES SONT LES SUJETS POLITIQUES QUI INTÉRESSENT LE PLUS LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES ?

Afin de comprendre quelles sont les questions politiques qui préoccupent le plus les filles et les jeunes femmes, les participantes aux deux groupes interviewés et celles qui ont pris part à l'enquête ont été interrogées sur les sujets qu'elles considèrent comme prioritaires pour l'action politique. Au sein des trois groupes, bien que l'on ait identifié un grand nombre de sujets, **la pauvreté et le chômage étaient clairement des priorités, tout comme les enjeux environnementaux et les préoccupations liées à la violence et aux conflits.** Parmi les militantes et militants, l'égalité des sexes et les préoccupations plus larges concernant le fonctionnement des systèmes politiques et le manque de droits et de libertés civils et politiques, ont également été fréquemment mentionnés.

Les **participantes à l'enquête** ont été invitées à identifier cinq priorités d'action politique parmi 15 options : la pauvreté et le chômage ; les conflits et la paix, la violence communautaire et la criminalité ; les enjeux environnementaux, y compris la pollution et le changement climatique ; la santé mentale et physique, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs, et l'accès à l'éducation sont apparus comme les principales priorités.

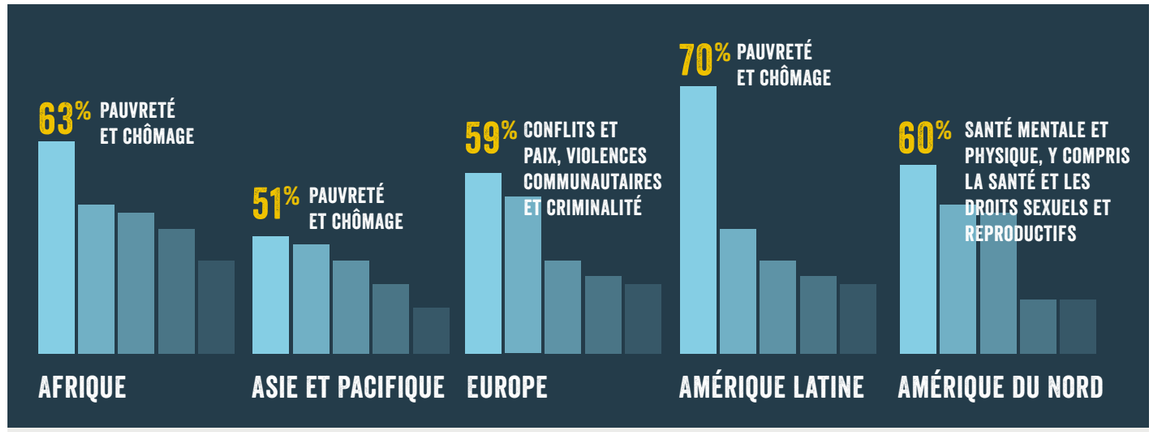
PRIORITÉS EN MATIÈRE D'ACTION POLITIQUE



Les priorités en matière d'action politique varient considérablement selon la région et le revenu du pays. En Afrique, en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine, où 70 % des participantes à l'enquête ont signalé ce problème, la pauvreté et le chômage sont les principales priorités Les entretiens avec des filles dans le cadre de l'étude *Choix réels, vies réelles* confirment les résultats de l'enquête : en République dominicaine, au Togo et au Salvador, le manque d'emploi pour les jeunes a été évoqué comme un sujet clé.

Les participantes à l'enquête en Amérique du Nord et en Europe ont choisi respectivement la santé mentale et physique et la paix et les conflits comme priorités. Les préoccupations relatives aux pénuries de ressources, dont le taux est de 50 % dans la région africaine, chutent à environ 20 % en Amérique du Nord, en Asie-Pacifique et en Europe. Comme prévu, les pays situés à l'extrémité inférieure de la fourchette de revenus ont systématiquement placé les pénuries de ressources parmi leurs cinq principales priorités. Les enjeux environnementaux sont considérés comme prioritaires par environ 50 % des participantes interrogées dans toutes les régions et l'accès à l'éducation est une priorité très importante en Afrique et en Amérique latine.

PRIORITÉS D'ACTION POLITIQUE PAR RÉGION



AFRIQUE

55%
Accès à l'éducation

54%
Conflits et paix, violences communautaires et criminalité

52%
Enjeux environnementaux, y compris la pollution et la déforestation et le changement climatique

50%
Pénurie de ressources, par exemple l'eau et l'électricité

ASIE ET PACIFIQUE

50%
Conflits et paix, violences communautaires et criminalité

48%
Enjeux environnementaux, y compris la pollution et la déforestation et le changement climatique

45%
Santé mentale et physique, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs

37%
Réponse au COVID-19

EUROPE

56%
Enjeux environnementaux, y compris la pollution et la déforestation et le changement climatique

48%
Pauvreté et chômage

46%
Santé mentale et physique, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs

46%
Droits LGBTIQ+ et discrimination fondée sur la race et de l'ethnicité

AMÉRIQUE LATINE

55%
Accès à l'éducation

52%
Conflits et paix, violences communautaires et criminalité

48%
Environmental issues, including pollution & deforestation & Climate change

46%
Santé mentale et physique, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs

AMÉRIQUE DU NORD

55%
Droits LGBTIQ+ et discrimination fondée sur la race et de l'ethnicité

54%
Enjeux environnementaux, y compris la pollution et la déforestation et le changement climatique

43%
Pauvreté et chômage

43%
Conflits et paix, violences communautaires et criminalité

Crédit : Plan International

« Pensons à la manière dont les filles peuvent retourner à l'école. Et lorsque nous parlons de filles, n'oublions pas que pendant le COVID 19, plusieurs filles sont tombées enceintes. Comment pouvons-nous nous assurer que même ces filles sont en mesure de retourner à l'école et de poursuivre leurs rêves et leurs carrières ? »

RAINBOW, 22 ANS, OUGANDA

L'éducation, en particulier l'éducation des filles, a été la priorité la plus courante mentionnée lors des entretiens avec les militantes et a été mise en avant par près de la moitié des filles et des jeunes femmes de ce groupe. Des militantes du Togo, de l'Ouganda et du Pérou ont discuté de leurs préoccupations quant à la façon dont les fermetures d'écoles pendant le COVID-19, qui ont augmenté les taux de grossesse précoce, peuvent élargir le fossé entre les sexes dans l'éducation.

Les sujets liés à la violence envers les filles et les femmes ont été mentionnés dans les deux séries d'entretiens. Au cours de l'enquête, la violence basée sur le genre est apparue comme une priorité plus importante en Afrique et en Amérique latine que dans les autres régions. Parmi les filles de *Choix réels, vies réelles*, le manque de sécurité dans leur communauté était particulièrement préoccupant en Amérique latine et aux Caraïbes et pour certaines des filles au Vietnam et au Bénin.

« Nous, les filles et les femmes, devons faire face à un sentiment d'insécurité. Lorsque nous sortons dans la rue la nuit, nous avons peur car nous ne sommes sûres de rien. Les mauvaises personnes sont nombreuses et nous nous sentons menacées... nous avons peur qu'il nous arrive quelque chose... qu'un éventuel viol se produise. »

BIANCA, 16 ANS, CRVR, BRÉSIL

Le lieu et le revenu jouent un rôle important dans les choix de priorités, mais les réponses se subdivisent également d'une autre manière. Les réponses à l'enquête des filles appartenant aux différents groupes minoritaires étaient similaires entre elles mais différentes de celles de la population générale. Celles qui s'identifient comme LGBTIQ+ sont particulièrement préoccupés par la discrimination, les droits des LGBTIQ+ et la santé mentale et physique, par exemple. 60 % des personnes s'identifiant comme ayant un handicap étaient principalement préoccupées par la santé mentale et physique, et c'est également un sujet prioritaire pour d'autres groupes minoritaires. Toutefois, malgré ces différences, les préoccupations relatives à l'environnement, à la violence et aux conflits, ainsi qu'à la pauvreté et au chômage restent de première importance dans tous les groupes.

Au cours des entretiens avec les participantes de *Choix réels, vies réelles*, beaucoup ont cité des préoccupations concernant la pollution et l'impact du changement climatique sur l'agriculture et l'alimentation. La pénurie d'eau, ou dans certains cas les inondations, ont eu des répercussions sur les cultures, ce qui a entraîné une hausse des prix. Les filles pouvaient voir leurs familles en difficulté et les sujets économiques étaient une cause majeure d'inquiétude car elles voyaient augmenter non seulement les coûts de la nourriture, mais aussi le prix du carburant et d'autres produits de première nécessité. Elles pouvaient voir l'impact de tout cela sur leurs perspectives éducatives et s'inquiétaient également de la santé mentale des gens.

« Il semble que chaque année les prix augmentent davantage, et la population devient de plus en plus stressée par les factures, les dettes… »

JULIANA, 16 ANS, CRVR, BRÉSIL

Au cours des deux séries d'entretiens, les priorités des filles en matière d'action politique sont ancrées dans leur vie quotidienne. Elles assistent à la disparition des récoltes, à la hausse des prix des denrées alimentaires et à la lutte quotidienne des familles. Elles s'inquiètent de la santé, de l'éducation, de la guerre et de la violence, et tout cela est aggravé par l'impact particulier que la pauvreté et la violence ont sur elles en tant que filles et jeunes femmes. Elles luttent pour envisager un avenir meilleur. De nombreuses militantes ont souligné le manque de participation significative des filles et des jeunes femmes aux processus de prise de décision politique et la représentation inégale des femmes dans le leadership politique. Pour elles, un avenir meilleur réside dans le changement politique et social, dans le fait que les filles et les jeunes femmes soient acceptées comme égales et reconnues comme compétentes.

« …Nous avons besoin d'une femme indépendante qui connaît parfaitement nos droits en tant que femmes et en tant que jeunes pour être représentée dans ce parlement. Et je trouve que c'est difficile pour nous étant donné qu'ils ne veulent pas que ce type de femme soit représentée au parlement... En outre, il faut que nos jeunes réfléchissent davantage à leurs droits et expriment leurs opinions. Lorsque nous exprimerons nos opinions et connaîtrons bien nos droits, alors nous aurons une nouvelle génération qui apportera un véritable changement et obtiendra ce que nous voulons. »

JEN, 23 ANS, LIBAN

PROFIL : POUVOIR ÉGAL

LA MILITANTE ÉCOLOGISTE ET VICE-PRÉSIDENTE

« Nos gouvernements ont tourné le dos au peuple, à la justice et à la paix, s'ils avaient fait leur travail correctement, je ne serais pas ici. »[62]

Francia Elena Márquez Mina est une avocate et militante colombienne spécialisée dans les droits humains et l'environnement. Elle est également vice-présidente de la République de Colombie. Elle a commencé à militer à 13 ans lorsque la construction d'un barrage a menacé sa communauté. En 2018, Márquez à pris la tête d'une marche de protestation de 80 femmes qui ont parcouru 560 kilomètres (350 miles) jusqu'à la capitale Bogotá, et ont exigé le retrait de tous les mineurs illégaux de leur communauté. Elle a reçu le prix Goldman pour l'environnement pour son travail visant à mettre fin à l'exploitation illégale de l'or. Márquez est diplômée en tant que technicienne agricole du Service national d'apprentissage de Colombie et a obtenu un diplôme en droit à l'université de Santiago de Cali en 2020. Mère célibataire de deux enfants, elle était enceinte de son premier enfant à 16 ans et travaillait comme femme de ménage pour subvenir à ses besoins.

Photo ci-dessus : Francia Márquéz, par The Left, licensiée sous CC BY-SA 2.0

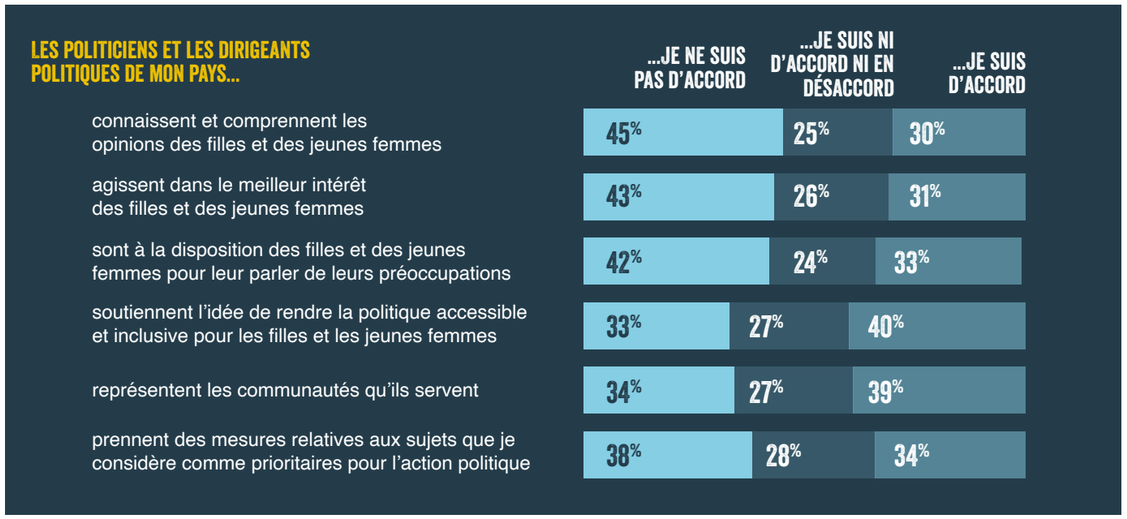
3.

COMMENT LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES ÉVALUENT-ELLES LEUR LEADERSHIP POLITIQUE ACTUEL ? CETTE PERCEPTION EST-ELLE REPRÉSENTATIVE, PERTINENTE ET HONNÊTE ?

« Il y en a qui ne veulent que des votes, pour pouvoir remporter les élections, mais ils ne tiennent pas compte du fait que les gens ont besoin d'eux... Parce qu'ils ne pensent qu'à eux-mêmes... ils ont tendance à oublier les adolescents. Ils ne les aident pas, ils aident seulement les personnes lorsque cela les arrange. »

SHARINA, 16 ANS, CRVR, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

PERCEPTION DES POLITICIENS ET DES DIRIGEANTS POLITIQUES



Dans l'ensemble, les résultats de la recherche montrent que les filles et les jeunes femmes ont des opinions mitigées sur leurs dirigeants politiques. Les résultats de l'enquête le confirment : 40 % des participantes conviennent que les politiciens soutiennent la participation des filles à la vie politique, contre 33 % qui ne sont pas d'accord ; 43 % estiment que les politiciens n'agissent pas dans l'intérêt des filles et des jeunes femmes, contre 31 % qui pensent le contraire.

Des différences notables sont apparues entre les régions ; les filles d'Amérique latine étaient nettement plus négatives à l'égard de leurs dirigeants que celles d'Asie, et les participantes d'Afrique étaient les plus susceptibles de dire que les décisions de leurs dirigeants les avaient poussées à arrêter complètement de faire de la politique.

On a également constaté que les filles et les jeunes femmes qui s'identifient comme LGBTIQ+ ainsi que celles issues de milieux minoritaires avaient des opinions plus négatives.

59% des personnes interrogées qui s'identifient comme LGBTIQ+ disent que les politiciens ne comprennent pas les opinions des filles et des jeunes femmes.

À l'échelle mondiale, seule une femme sur trois pense que les politiciens prennent des mesures sur les questions qui leur tiennent à cœur et plus de la moitié d'entre elles ont perdu confiance dans les dirigeants politiques pour cette raison.

Seules **11%** des participantes au sondage ont déclaré être généralement satisfaites des décisions de leurs dirigeants sur les questions qui leur tiennent à cœur.

Lorsqu'on leur a demandé comment les décisions prises par les politiciens et leurs actions les faisaient se sentir, 62 % des participantes ont déclaré que les actions de leurs dirigeants politiques les faisaient se sentir tristes, stressées, inquiètes, anxieuses ou en danger.

PRENDRE LA PAROLE : LES FILLES ET JEUNES FEMMES INTERROGÉES ONT LEUR MOT À DIRE

Lors des entretiens, les réponses n'étaient certainement pas uniformes, mais un thème commun était la frustration de voir que les engagements pris par les dirigeants politiques n'étaient souvent pas traduits en actions.

« J'ai l'impression que beaucoup de choses sont, pour moi, des paroles en l'air, pour ainsi dire. Parce que j'ai l'impression qu'en politique, on parle beaucoup, mais on n'agit pas autant ou on ne concrétise pas autant les actions. »

JULIETTE, 21 ANS, BELGIQUE

L'incapacité des politiciens à tenir leurs promesses aux communautés locales a été une plainte récurrente et plusieurs participantes ont noté que les engagements, pris en particulier à l'égard des jeunes, ne se sont souvent pas concrétisés après l'élection des dirigeants :

« Les politiciens, pendant cette campagne, disent ce soucier de nous. Mais une fois qu'ils ont obtenu le poste, ils oublient les jeunes. » ple."

UNIQUE, 23 ANS, SOUDAN DU SUD

Dans le cadre des interviews de *Choix réels, vies réelles*, les opinions sur les politiciens se fondaient en grande partie sur leurs actions locales. Les opinions étaient largement positives au Bénin, au Togo et au Vietnam, où les filles ont souligné des avantages tangibles :

« Ils [les dirigeants et représentants politiques] nous apprennent comment ne pas contracter le COVID-19 et ils construisent des écoles pour que nous puissions aller à l'école. »

LELEM, 16 ANS, CRVR, TOGO

En revanche, les opinions étaient plus négatives au Brésil, aux Philippines, au Salvador et en République dominicaine, où le sentiment général était que les dirigeants politiques ne faisaient pas assez pour aider les gens dans leur situation et que c'étaient les actions pratiques, ou leur absence, qui comptaient.

« La plupart des étudiants ont abandonné leurs études en raison de la difficulté du trajet et de la boue, surtout pendant la saison des pluies. »

CHRISTINE, 16 ANS, CRVR, PHILIPPINES

Cette préoccupation pour leurs communautés locales et la préférence des filles et des jeunes femmes pour l'engagement local est un thème récurrent dans cette étude. Il s'agit en fait d'une voie vers la participation à la vie politique, car les filles et les jeunes femmes peuvent et veulent utiliser les preuves qui se présentent à elles pour exiger des changements.

L'insatisfaction à l'égard de leurs représentants politiques que beaucoup d'entre elles expriment sera-t-elle une incitation supplémentaire à leur propre participation à la vie politique ?

4.

LES FEMMES PEUVENT-ELLES DEVENIR DES DIRIGEANTES POLITIQUES ET COMMENT CELA EST-IL PERÇU DANS VOTRE PAYS ET VOTRE COMMUNAUTÉ ?

« Les femmes dirigeantes sont sous-estimées. Beaucoup pensent qu'elles ne pourront pas y arriver. C'est le principal défi que je souhaite relever. »

DARNA, 16 ANS, PHILIPPINES

Crédit : Plan International

Il est amplement prouvé que les femmes, et en particulier les jeunes femmes, sont confrontées à une multitude d'obstacles liés au genre pour devenir des dirigeantes politiques. Afin de comprendre comment les filles considèrent cette discrimination et son impact probable sur elles, une série de questions ont été posées sur les attitudes à l'égard des filles et des jeunes femmes en politique : comment sont-elles traitées, sont-elles visibles dans des positions de leadership, dans quelle mesure le leadership des jeunes femmes est-il acceptable pour les communautés dans lesquelles elles vivent ?

Seule la moitié des participantes pensent qu'il est acceptable pour les filles et les jeunes femmes de devenir des dirigeantes politiques.

Une fille sur **10** interrogée pense que les femmes ne sont pas qualifiées pour être des dirigeantes politiques.

40% des participantes à l'enquête conviennent que les femmes politiques sont victimes d'abus et d'intimidation et qu'elles sont jugées pour leur apparence ou leur tenue vestimentaire.

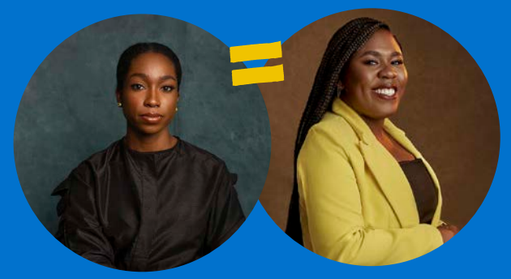
Les réponses à l'enquête ont également révélé que les perceptions des filles concernant les normes de genre et d'âge entourant le leadership politique sont existantes au sein des groupes minoritaires mais présentent des différences entre les régions. Les conclusions régionales ne sont pas simples, les participantes d'Afrique déclarant que le leadership politique des filles et des jeunes femmes était acceptable ; elles sont néanmoins beaucoup plus nombreuses que dans les autres régions qui pensent que les femmes ne sont pas qualifiées pour le leadership. Il est possible que les abus et le rabaissement des femmes politiciennes, rapportés notamment par les filles et les jeunes femmes en Afrique, nuisent à leur confiance générale en matière de leadership féminin.

- Près de 80 % des participantes en Afrique conviennent qu'il serait acceptable que les filles et les jeunes femmes deviennent des dirigeantes politiques à différents niveaux.
- Dans les autres régions, le pourcentage de filles et de jeunes femmes déclarant ce fait est nettement inférieur, variant de 34 % à 57 %.
- 22 % des participantes en Afrique ont déclaré que les filles et les jeunes femmes ne sont pas qualifiées pour devenir des dirigeantes, contre une moyenne de 6 % dans les autres régions.
- Les participantes en Afrique étaient les plus susceptibles de rapporter que les femmes politiques font l'objet d'intimidations et d'abus et sont jugées en fonction de leur apparence ou de leur tenue vestimentaire.
- Les participantes des zones rurales sont plus susceptibles que ceux des zones urbaines de déclarer qu'il est acceptable de devenir une femme dirigeante.

.

PROFIL : POUVOIR ÉGAL

LES ENTREPRENEUSES FÉMINISTES



« Le Nigeria est une société profondément patriarcale, ce qui signifie que non seulement les voix des femmes sont souvent réduites au silence, mais que les jeunes sont traités comme des citoyens de seconde zone. Nous sommes tous importants et méritons d'être traités avec dignité et respect, peu importe notre âge ou tout autre motif de discrimination. »[64]

Damilola Odufuwa et Odunayo Eweniyi sont des entrepreneuses du secteur technologique et de jeunes dirigeantes féministes du Nigeria. En 2020, elles ont uni leurs forces à des femmes actives issues de différents milieux pour créer la Coalition féministe, qui se concentre sur les droits et la sécurité des femmes, l'autonomisation économique et la participation des femmes à la vie politique. Le Nigeria compte le plus grand nombre de filles non scolarisées au monde, et l'un des plus faibles taux de représentation parlementaire féminine en Afrique, se classant au 181e rang mondial sur 193 pays.[63] Elles ont pour mission de défendre l'égalité des femmes dans la société nigériane en mettant l'accent sur l'éducation, la liberté financière et la représentation des femmes dans la fonction publique. Pour son premier projet, l'organisation a apporté son soutien aux manifestations de 2020 #EndSARS (StopSARS) qui demandaient le démantèlement de l'Escouade spéciale anti-braquage (SARS) et de mettre fin à la brutalité policière. Leur action militante a engendré des cas d'abus et de harcèlement ainsi que beaucoup d'anxiété pour leurs familles et leurs amis. La Coalition féministe demande une meilleure représentation des femmes dans les rôles de direction, des salaires équitables et la reconnaissance par l'ensemble de la société que les nombreux obstacles qui empêchent les femmes et les filles d'avancer doivent être identifiés et éliminés.

Photo ci-dessus gauche: Damilola Odufuwa par Aisha Ife. Droite: Gazmadu Studios

PRENDRE LA PAROLE : LES FILLES ET JEUNES FEMMES INTERROGÉES ONT LEUR MOT À DIRE

Lors des entretiens qualitatifs, les filles ont décrit comment les notions de leadership sont soumises à la notion de genre, souvent de manière subtile et complexe.

« En tant que femme, j'ai remarqué que, moi-même, mes amis et les personnes avec lesquelles je travaille, qu'on se prépare très différemment que les hommes et les garçons à participer à une discussion politique. J'ai l'impression que les hommes et les garçons sont encouragés par nature à se trouver dans ces espaces, alors qu'en tant que femme, on a l'impression que cet espace n'est pas fait pour nous. »

ANNA, 23 ANS, ALLEMAGNE

Lorsqu'on leur a demandé si elles voyaient des femmes à des postes de direction politique, la plupart des filles de *Choix réels, vies réelles* ont été en mesure de donner des exemples, en particulier au niveau communautaire, et plusieurs des militantes avaient également des modèles de femmes dirigeantes.

« Je ne pense pas que la répartition soit égale entre les hommes et les femmes, mais je pense qu'il y a plus de femmes qu'avant et que ce nombre est en augmentation. »

JULIETTE, 21 ANS, BELGIQUE

De nombreuses militantes ont toutefois observé des écarts persistants entre les hommes et les femmes dans le leadership politique à tous les niveaux. Les jeunes femmes du Liban, du Soudan du sud, de Jordanie et du Malawi étaient toutes préoccupées par la représentation limitée des femmes au niveau national, notamment au parlement.

"« La plupart des postes politiques sont occupés par des hommes. Les femmes sont rares dans ces postes de gouvernance. »

UNIQUE, 23 ANS, SOUDAN DU SUD

Les réponses des filles de *Choix réels, vies réelles* au Bénin, au Brésil, aux Philippines et au Vietnam ont également indiqué un net écart entre le genre et le leadership politique. Lorsqu'il y avait des femmes dans des rôles politiques, les filles ont noté qu'elles étaient souvent une exception – à savoir la seule femme dans un conseil local autrement composé d'hommes. Au Brésil, plusieurs filles ont également noté que lorsqu'il y avait des femmes à des postes de direction politique, elles étaient généralement blanches.[65]

« C'est rare pour nous de voir une femme noire au pouvoir »

NATALIA, 15 ANS, CRVR, BRÉSIL

Plusieurs des militantes, faisant écho aux résultats de l'enquête, ont également souligné les défis et les menaces auxquels sont confrontées les femmes occupant des postes de direction politique.

« Je me souviens d'un incident survenu en 2019, où deux femmes ont été littéralement déshabillées simplement parce qu'elles s'étaient publiquement affiliées à un certain parti politique. Alors, l'autre parti politique s'est mis en colère : « Vous, les femmes, vous n'êtes pas censées dire ça publiquement. »

ZOE, 23 ANS, MALAWI

Dans les deux séries d'entretiens, et indépendamment des contextes, les filles et les jeunes femmes étaient très conscientes de la manière dont les notions de leadership sont genrées et de la manière dont les attentes envers les femmes occupant des postes de direction diffèrent de celles des hommes.

« Nous nous disons tous : c'est une femme. Que recherche-t-elle en politique ? Les capacités de la femme est largement sous-estimée... nous ne nous disons pas qu'elle a des capacités, qu'elle a de l'influence et qu'elle est capable d'influencer. Mais nous nous disons que... c'est peut-être parce qu'un homme l'a aidée... C'est comme si les femmes étaient si faibles qu'elles ne peuvent rien entreprendre seules. C'est vraiment difficile. Elles ne sont pas encouragées, particulièrement dans ce domaine. »

NATUREL, 16 ANS, TOGO

Les réponses des filles de *Choix réels, vies réelles* aux Philippines et au Vietnam ont révélé que si les femmes dirigeantes sont perçues de manière positive, il existe une nette distinction entre les qualités que les femmes dirigeantes sont censées posséder par rapport aux hommes. Elles sont décrites comme étant gentilles et accessibles, mais ne manquant pas de courage.

« Elle est gentille parce qu'elle a le cœur d'aider les pauvres et elle est courageuse parce qu'elle a la faculté de diriger avec conviction. Pour les filles comme moi, pour être un exemple pour les jeunes d'ici, il faut faire preuve de courage. »

JASMINE, 15 ANS, CRVR, PHILIPPINES

En revanche, les leaders masculins sont fréquemment décrits comme étant forts, capables de résoudre les conflits et ayant la capacité à faire avancer les choses. Partout, les idées préconçues sur la place et les capacités des femmes empêchent les femmes et les filles de progresser, notamment parce que celles-ci ont grandi avec ces idées.

« Pendant des générations, nous avons été élevés pour croire cela... si je devais fermer les yeux et imaginer un personnage politique... j'imaginerais immédiatement un homme avec une cravate, parce que ce sont les stéréotypes qui nous sont inculqués... nous ne voyons pas immédiatement une femme ou une jeune femme. Il est donc difficile pour les gens de croire qu'une femme, et j'insiste sur le fait qu'il s'agit d'une jeune femme, puisse réussir à occuper un tel poste. C'est un type de comportement qui nous a été transmis de génération en génération. »

AURORA, 20 ANS, ÉQUATEUR

On observe des signes de progrès : dans certains contextes, les filles et les jeunes femmes ont observé que les points de vue évoluaient au fil du temps.

« Les générations passées... considèrent encore les femmes comme un objet sexuel et un objet de la maison, que la femme doit rester ici et nettoyer la maison, effectuer les tâches ménagères, s'occuper des enfants et que l'homme est celui qui doit travailler. Mais aujourd'hui, les générations passées doivent comprendre que nous sommes là, au cœur d'une ère où tous les jeunes sont sur Internet. »

VALENTINA, 19 ANS, PÉROU

Cependant, la recherche nous indique qu'il reste un long chemin à parcourir : le leadership est encore et toujours configuré à l'image de l'homme. Les femmes dirigeantes luttent pour être prises au sérieux et, lorsqu'elles sont au pouvoir, elles sont jugées plus sévèrement que leur homologues masculins.

« Si un dirigeant masculin et une dirigeante féminine font la même erreur, la dirigeante féminine sera davantage critiquée. »

HANG, 15 ANS, CRVR, VIETNAM

5.

POURQUOI LA PARTICIPATION DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES À LA VIE POLITIQUE EST-ELLE IMPORTANTE ET QUEL GENRE DE PARTICIPATION ENTENDONS

La majorité des participantes étaient d'accord pour dire que les filles et les jeunes femmes devraient participer à la vie politique. Leurs raisons étaient nombreuses et leurs approches différentes

Partout, les filles et les jeunes femmes considèrent que leur participation à la vie politique est importante pour servir de modèle à la génération suivante : les participantes à l'enquête en Afrique et en Amérique du Nord y accordent une importance particulière, tandis que celles d'Amérique latine ont pour priorité de rendre les espaces politiques plus inclusifs. Dans les pays à faible revenu, les participantes considèrent que la participation des jeunes femmes est particulièrement utile pour lutter contre la corruption, promouvoir la paix et mettre davantage l'accent sur la justice sociale. Les participantes à l'enquête issues de groupes minoritaires, ou s'identifiant comme LGBTIQ+, ont également souligné, comme on pouvait s'y attendre, l'importance de rendre les espaces politiques plus inclusifs et représentatifs

POURQUOI EST-IL IMPORTANT QUE LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES PARTICIPENT À LA VIE POLITIQUE ?

- **67%** Améliorer la situation des filles et des jeunes femmes dans la société
- **56%** Agir comme des modèles pour la génération suivante
- **54%** Mettre davantage l'accent sur la justice sociale, l'éducation et la santé dans les décisions politiques
- **53%** Rendre les espaces politiques plus inclusifs et plus représentatifs
- **43%** Rendre la société plus pacifique
- **37%** S'attaquer à la corruption
- **29%** La participation des filles et des jeunes femmes à la vie politique s'explique par d'autres raisons

67% DES PARTICIPANTES À L'ENQUÊTE DÉCLARENT QU'IL EST IMPORTANT QUE LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES PARTICIPENT À LA VIE POLITIQUE AFIN D'AMÉLIORER LEUR VIE

Mais la question demeure : quelle forme prend la participation des filles et des jeunes femmes à la vie politique ? S'agit-il d'une participation active, fréquente, locale ou nationale ?

Et si 97 % des participantes à l'enquête conviennent que la participation est importante, combien d'entre elles participent effectivement d'une manière ou d'une autre ?

83% des filles et des jeunes femmes interrogées avaient une certaine expérience de la participation ou de l'engagement en politique

Les résultats de l'enquête montrent également que, contrairement à l'hypothèse selon laquelle les jeunes sont plus susceptibles de participer par des voies informelles, les modes traditionnels de participation à la vie politique, notamment le vote, étaient plus courants que les activités informelles. Le vote est le moyen le plus populaire de s'engager dans la vie politique, la candidature aux élections étant le moyen le moins populaire, bien qu'une minorité importante l'envisage :

24% des participantes désireuses de s'engager en politique sont également prêtes à se présenter à un poste politique.

Les activités politiques des filles et des jeunes femmes consistaient également à s'engager et à suivre les discussions politiques sur diverses plateformes – par le biais des médias traditionnels et sociaux – à participer à des groupes de discussion à l'école, à mener des campagnes et à rejoindre des associations militantes et d'autres groupes sociaux au sein de leur communauté locale.

63% des filles et des jeunes femmes appartiennent à une forme quelconque de groupe ou d'organisation

- Les filles et les jeunes femmes en Afrique sont les plus engagées dans la politique.
- L'adhésion aux groupes sociaux, aux groupes communautaires volontaires et aux groupes de féministes et de jeunes femmes est nettement plus élevée en Afrique que dans les autres régions.
- Dans l'ensemble, la participation semble être la plus élevée dans les pays à faible revenu, et semble diminuer en moyenne à mesure que le revenu du pays augmente.
- Les participantes qui s'identifient comme LGBTIQ+, ayant un handicap ou appartenant à une minorité sont globalement plus susceptibles de dire qu'elles ont rejoint un groupe en ligne ou un mouvement social et qu'elles ont signé une pétition en ligne ou en personne.
- Les participantes s'identifiant comme appartenant à un groupe minoritaire sont plus susceptibles d'appartenir à une organisation ou une association féministe et de faire campagne sur une question qui leur tient à cœur.
- Les participantes vivant dans les zones rurales sont globalement plus susceptibles de déclarer avoir voté ou persuadé d'autres personnes de voter.

PROFIL : POUVOIR ÉGAL

L'ÉTUDIANTE MILITANTE

« Toute décision prise sans moi est contre moi... les filles du monde entier doivent s'unir et lutter pour défendre leurs droits »

Khadija, 25 ans, est une étudiante sénégalaise en deuxième année d'un cursus de gestion de projet. Elle est la présidente du réseau Backa Sister create – un projet mis en place par Plan International Sénégal qui utilise le théâtre, la musique et l'art pour promouvoir les droits des filles et pour qu'elles soient entendues et prises en compte au sein de leurs communautés. Khadija est une militante engagée dans sa communauté depuis son plus jeune âge et fait pression sur les politiciens locaux pour promouvoir les intérêts des filles et des jeunes femmes et s'assurer qu'elles ne soient pas ignorées. Elle estime que la participation des filles à la prise des décisions qui affecteront leur vie est cruciale : « Toute décision prise sans moi est contre moi. » Elle fait campagne pour sensibiliser les gens à des sujets cruciaux tels que les grossesses précoces : les adolescentes ont besoin d'informations, tout comme leurs parents et les membres de la communauté, et avec Backa Sister create, elles les obtiennent par le théâtre, le chant et l'art. Comme elle le dit, « les filles du monde entier doivent s'unir et lutter pour défendre leurs droits ». En effet, comme elle et son organisation le démontrent, tous les moyens à leur disposition doivent être utilisés.

Photo ci-dessus : Khadija

PRENDRE LA PAROLE : LES FILLES ET JEUNES FEMMES INTERROGÉES ONT LEUR MOT À DIRE

Les expériences de participation à la vie politique entre les militantes, qui sont impliquées depuis un certain temps dans le travail de Plan International pour les droits des filles, et les filles de *Choix réels, vies réelles* étaient, comme on pouvait s'y attendre, très différentes. De nombreuses militantes ont décrit leur participation à de multiples activités, couvrant les sphères politiques traditionnelles et informelles, du niveau communautaire aux forums nationaux voire internationaux.

En revanche, les filles ayant participé à l'étude *Choix réels, vies réelles* avaient des niveaux d'expérience beaucoup plus faibles en matière de participation politique et, dans la plupart des pays, très peu d'entre elles avaient participé à des processus politiques traditionnels. Cependant, en écho aux résultats de l'enquête, nombreuses sont celles qui ont fait état d'activités telles que la lecture d'un sujet politique en ligne ou le suivi d'une discussion politique aux informations, ce qui suggère que beaucoup d'entre elles s'intéressent à la politique et à la participation à la vie politique, même si cet intérêt ne se traduit pas par des actions.

« J'ai regardé [en ligne] les actualités de mon pays, les événements politiques pour savoir qui est le principal candidat à la présidence, l'état d'avancement du COVID-19, les mises à jour météorologiques en cas d'arrivée d'un typhon, et ce qui se passe dans la guerre en Russie et en Ukraine. »

CHESA, 16 ANS, CRVR, PHILIPPINES

Au Vietnam, beaucoup ont déclaré participer à des activités au niveau communautaire par le biais de leurs Unions de jeunesse locales. Hang est secrétaire de son syndicat de jeunes et un membre essentiel de son Schoolgirl Club (Club des écolières) local, qui organise des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation pour les filles issues de minorités ethniques.

« En participant au club, j'en apprends davantage sur les droits des femmes et des filles en général et sur les écolières ethniques en particulier. Normalement, mon club organise des réunions pour discuter des questions relatives au renforcement des droits des femmes et des filles en menant des actions de sensibilisation auprès d'autres camarades de classe, de familles, de villages et de communes. »

HANG, 15 ANS, CRVR, VIETNAM

Juliana du Brésil est la seule personne interrogée dans le cadre de *Choix réels, vies réelles* qui a pris part à une manifestation politique, elle décrit le succès de la grève des étudiants.

« Nous avons quitté les cours très, très tôt, parce le professeur n'était pas là. C'était à propos du manque... d'eau, d'en-cas, de toilettes, de tout. Nous avons donc manifesté et sommes allés voir un de nos professeurs, le professeur de sciences, qui nous a aidés. Lorsque le directeur l'a vu, il s'est mis en colère et a décidé d'agir. Au fil du temps, les choses se sont améliorées. »

JULIANA, 15 ANS, CRVR, BRÉSIL

Les militantes interrogées font campagne pour l'égalité des sexes et les droits des filles et sont impliquées dans la promotion du changement des normes sociales au sein de leurs communautés. Nombre d'entre elles sont particulièrement axées sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. D'autres sujets incluent les grossesses précoces, les mariages et unions précoces et forcés, l'éducation des filles et la participation à la vie politique des filles et des femmes. Elles reconnaissent également l'importance de la participation aux processus politiques traditionnels pour apporter les changements qu'elles souhaitent.

« J'ai le titre de Responsable du Comité consultatif de la jeunesse.... Chaque fois que le gouvernement a une politique ou un projet qui a un impact sur nous, nous l'examinons. Nous lisons la proposition, nous voyons quels seront les obstacles ou les restrictions, si cela soutient tout le monde ou nuit à certains membres de la communauté. »

JANELL, 24 ANS, VIETNAM

SELON LES MILITANTES INTERROGÉES, LES MÉTHODES EFFICACES DE PARTICIPATION SONT :

- Les opinions sur le vote étaient largement positives, bien que certaines aient été réticentes à l'idée d'une représentation restreinte et/ou de la corruption en politique.

« Je pense que le vote est très important parce qu'il nous introduit dans la vie politique, tant que c'est un vote conscient, afin de savoir pour qui nous votons et que ces personnes répondront à nos intérêts et à ceux de nos familles et de la société. »

AURORA, 20 ANS, ÉQUATEUR

- Certaines militantes ont estimé que la participation traditionnelle, par le biais de groupes consultatifs et de conseils de jeunes par exemple, pouvait être symbolique. Les filles et les jeunes femmes ne sont pas toujours à l'aise avec la formalité et les mouvements sociaux sont souvent considérés comme efficaces et complémentaires à une participation politique plus traditionnelle. Les activités créatives en tant que moyen d'organisation, de sensibilisation et d'expression des opinions politiques comprennent l'organisation de festivals, l'utilisation du cinéma, du théâtre, de spectacles publics ou la production de séries radiophoniques ont toutes été mentionnées comme stratégies de campagne.

« Il y a toujours un moyen de savoir comment participer et comment être présente. Ces moyens n'ont généralement pas été conçus pour les femmes... Et c'est pourquoi je pense que les mouvements sociaux jouent un rôle si important lorsque nous parlons des filles en politique en général, parce que les barrières sont moins importantes, l'accès est plus facile... Je suppose que nous devons insister pour obtenir les deux. »

ANNA, 23 ANS, ALLEMAGNE

- Les militantes reconnaissent que, si les mouvements sociaux et les actions collectives peuvent permettre à certains sujets de figurer à l'ordre du jour politique, pour être efficace et durable, le changement doit toujours être ancré dans les lois et les politiques.

« Oui, c'est nécessaire et je pense que c'est le complément indispensable à la lutte collective, sociale, les collectifs sociaux, et ensuite passer à la formalité pour que ce soit écrit, pour ouvrir la voie, pour que les nouvelles générations puissent l'adapter à leur réalité. »

AURORA, 20 ANS, ÉQUATEUR

- Le militantisme en ligne a été perçu de manière majoritairement positive comme une opportunité de se joindre à des personnes partageant les mêmes idées et d'acquérir de nouvelles informations. Plusieurs des militantes ont déclaré utiliser une variété de plateformes en ligne à des fins de mobilisation, de sensibilisation et de réalisation de campagnes – Facebook, WhatsApp, TikTok et YouTube ont tous été mentionnés.

« Je pense que si les gens sont actifs sur les réseaux sociaux et parlent de sujets liés au leadership des femmes, etc., cela peut aider beaucoup de jeunes filles et de jeunes hommes à trouver leur voie. Je crois aussi que c'est le moyen actuel le plus efficace pour atteindre rapidement les gens en masse. »

MINERVA, 23 ANS, TOGO

- Les observations des militantes sur la manière de participer ont été largement confirmées par les membres de *Choix réels, vies réelles* qui, bien que trop jeunes pour voter, sauf au Brésil, avaient pour la plupart l'intention de le faire. Elles ont également soutenu l'action collective et la pression publique comme moyen d'attirer l'attention sur les enjeux qui les concernent, notamment dans leurs communautés locales. Elles ont souligné que les manifestations publiques sont un moyen pour les jeunes, trop jeunes pour voter et dont la voix est généralement ignorée, de faire entendre leur voix auprès des dirigeants politiques.

« Participez à une marche ou à un rassemblement, car les autorités ne reçoivent pas les jeunes lorsqu'ils se rendent chez eux pour exposer leurs problèmes. »

ANTI-YARA, 16 ANS, CRVR, TOGO

6.

QU'EST-CE QUI DÉCOURAGE, OU ENCOURAGE, LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES À PARTICIPER À LA VIE POLITIQUE ?

L'influence des autres

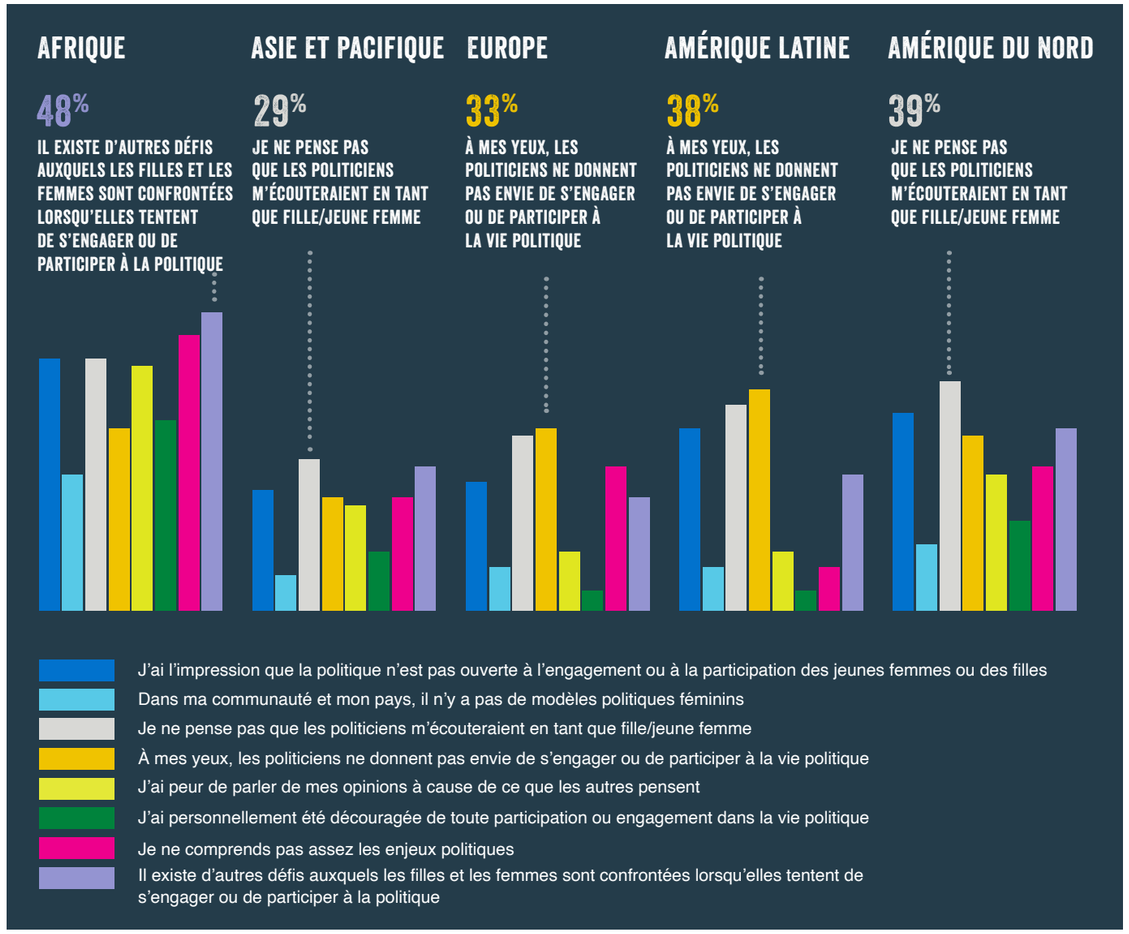
Les actions et les attitudes des personnes au pouvoir sont essentielles à la façon dont les participantes à l'enquête considèrent leur participation à la vie politique : selon elles, le fait que les hommes politiques n'écoutent pas les filles et les jeunes femmes, l'absence d'hommes politiques capables d'inspirer l'engagement et le fait que la politique ne soit pas ouverte à la participation des jeunes femmes ou des filles sont les principaux facteurs d'un désengagement général.

Les difficultés liées à la participation à la vie politique sont plus fréquemment mentionnées par les participantes d'Afrique et du Moyen-Orient et d'Amérique du Nord que par celles d'Europe, d'Asie et du Pacifique. Cependant, les participantes d'Amérique latine et des Caraïbes étaient plus susceptibles que celles des autres régions de déclarer que les politiciens ne leur donnent pas envie de participer – ce qui correspond tout à fait aux perceptions négatives des leaders politiques exprimées précédemment par les filles de cette région. Les résultats de la présente section montrent à quel point les normes sociales qui découragent la participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes sont omniprésentes.

94% DES PARTICIPANTES À L'ENQUÊTE ONT INDIQUÉ L'EXISTENCE D'OBSTACLES À LEUR PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

Crédit : Plan International

DIFFICULTÉS PERÇUES PAR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES EN MATIÈRE DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE



L'engagement et la participation des filles et des jeunes femmes sont fortement façonnés par ce qui est acceptable pour les communautés dans lesquelles elles vivent. Seulement 50 % des filles disent qu'il serait acceptable pour elles d'essayer d'influencer les dirigeants communautaires ou nationaux. Les médias sociaux semblent avoir une plus grande marge de manœuvre : 65 % des filles disent que, dans leur communauté, l'utilisation du réseau ou de médias sociaux pour provoquer des changements serait acceptable.

Cependant, dans les pays à faible revenu, 80 % des filles et des jeunes femmes interrogées pensent que de devenir dirigeantes d'un État ou d'un pays ne poserait pas de problème, contre 39 % dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et 51 % dans les pays à revenu élevé. Les participantes qui s'identifient comme LGBTIQ, tout comme celles qui s'identifient comme souffrant d'un handicap, ont nettement moins tendance à affirmer qu'il est acceptable pour elles de participer ou de s'engager dans la vie politique.

Globalement, il existe une relation entre le pourcentage de femmes dans les parlements nationaux et le nombre de filles et de jeunes femmes identifiant des défis spécifiques à la participation. En général, plus la représentation des femmes au parlement est faible, plus le pourcentage de filles et de jeunes femmes qui constatent la présence d'obstacles à leur participation est élevé.

Cependant, malgré les difficultés rencontrées, les participantes ont estimé que la participation à la vie politique est plus facile pour elles qu'elle ne l'avait été pour leurs mères et leurs grands-mères. Probablement à cause de l'évolution de la perception du comportement féminin approprié, ou de l'avènement et de l'accessibilité accrue d'Internet et des médias sociaux.

PRENDRE LA PAROLE : LES FILLES ET JEUNES FEMMES INTERROGÉES ONT LEUR MOT À DIRE

Au cours des entretiens qualitatifs, les filles et les jeunes femmes ne se font pas non plus d'illusions sur l'ampleur des défis qu'elles doivent relever.

« Il n'y a pas de prise de conscience du fait que les structures patriarcales existent encore à un degré considérable. Et c'est ce qui constitue, selon moi, le plus grand défi. Parce que si vous ne prenez pas conscience de cela, ou si la société n'en prend pas conscience, vos problèmes ou vos obstacles seront toujours considérés comme quelque chose qui est entièrement lié à votre personnalité, ce qui n'est tout simplement pas le cas. »

ANNA, 23, GERMANY

Les entretiens qualitatifs révèlent également la manière dont les normes liées à l'âge et au sexe créent des barrières : ne pas être écouté ou ne pas être pris au sérieux est la préoccupation la plus courante des filles, tant dans l'enquête que dans les entretiens, ce qui entraîne une diminution du sentiment de valeur politique.

« Parce que peu importe ce que nous disons, ils n'écouteront pas. Par exemple, lorsque quelqu'un est allé se plaindre, rien n'a changé... »

REYNA, 15, RCRL, PHILIPPINES

C'est le principal obstacle à la participation auquel ont été confrontées les filles de *Choix réels, vies réelles*. Il a été cité par les filles du Brésil, des Philippines, du Togo et du Vietnam et décrit comme une combinaison humiliante d'âgisme et de sexisme :

« Ils pensent que nous sommes trop jeunes pour en parler, que nous ne savons rien... juste parce que c'est une fille qui parle, et ils ne verront pas cela comme une de leurs priorités »

AMANDA, 15, RCRL, BRAZIL

Les militantes ont également mentionné la condescendance et le manque d'intérêt réel pour ce que les jeunes femmes ont à apporter.

« Il fut un temps où nous nous sommes réunis pour discuter de la manière dont les femmes peuvent participer à l'exercice du pouvoir au sein de leur société. Nous avons reçu plusieurs remarques du genre : « Savez-vous au moins ce que vous faites ? Vous êtes très jeune. J'imagine que vous l'ignorez, mais ... » Les gens vous ignorent à cause de votre âge. »

MARCHESSA, 22, TANZANIA

Les filles et les jeunes femmes ont également décrit la manière dont elles ont observé des actes de violence, de harcèlement ou d'abus à l'encontre des femmes leaders politiques, y compris des militantes, ce qui, dans certains cas, les a découragées de participer. Certaines des filles de *Choix réels, vies réelles* s'inquiétaient du fait que les filles puissent être victimes de violence pour avoir dénoncé des problèmes auprès des autorités de leur communauté.

Dans les deux groupes, les filles et les jeunes femmes ont parlé de la manière dont les systèmes politiques sont structurés, ce qui limite leur capacité à exprimer leurs opinions et les décourage d'essayer. Une seule fille de *Choix réels, vies réelles* a mentionné qu'elle avait tenté de soulever une question auprès des dirigeants locaux, et que l'expérience n'avait pas été positive. Non seulement le dirigeant local a ignoré ses préoccupations concernant l'état des routes menant à l'école, mais elle a également été critiquée par un autre employé du gouvernement pour avoir osé s'exprimer.

« Quand je sais que j'ai raison, je ne pleure pas. J'ai également appris de mes parents que si tu pleures, tu seras continuellement opprimé, et que tu dois avoir le courage de te défendre face aux autres. »

CHRISTINE, 16 ANS, CRVR, PHILIPPINES

La résistance des communautés devient plus intransigeante lorsque les militantes font campagne sur des sujets, comme l'égalité des sexes ou le mariage des enfants, qui remettent en cause les normes sociales.

« Faire en sorte de parler des questions d'égalité des sexes, de donner aux filles des chances égales, de les laisser poursuivre leurs études, au lieu de les forcer à se marier précocement. Ce n'est pas évident... de parler à une personne de choses qu'elle considère comme normales depuis longtemps. »

RAINBOW, 22 ANS, OUGANDA

Les réponses des activistes révèlent également les innombrables façons dont les restrictions de l'espace civique nuisent aux filles et aux jeunes femmes politiquement actives. Dans certains cas, les jeunes femmes ont été personnellement ciblées, menacées ou ont fait l'objet d'une enquête de la part des autorités.

« J'ai fait quelques films, mais la municipalité a essayé de me faire arrêter. Ils ont demandé à la sécurité de venir et de m'arrêter... J'avais 17 ans... J'ai dit que j'avais une autorisation qui me permettait de faire cette activité dans cette école. J'ai présenté tous les papiers... Et j'ai continué mon activité et il ne m'est rien arrivé, mais ils ont essayé de parler de moi sur les médias sociaux, ils ont dit beaucoup de choses négatives, que « je suis une grande méchante fille ». Et que j'essayais de « diffuser des vidéos pornographiques aux enfants du pays ».

JEN, 23 ANS, LIBAN

D'autres militantes issues de divers pays ont décrit les différentes façons dont les restrictions imposées à la société civile affectent leurs activités. Ces menaces vont de l'emprisonnement à la répression des manifestations publiques par les autorités, en passant par des restrictions légales qui limitent leur capacité à s'organiser ou les obligent à obtenir l'approbation des autorités pour leurs activités.

Bon nombre des obstacles mentionnés dans le contexte de la participation à la vie politique des filles et des femmes font écho aux obstacles et aux défis auxquels les filles perçoivent les femmes dirigeantes et qui ont été abordés précédemment. Cela suggère que ces défis et obstacles s'appliquent à tous les domaines et indiquent que les premières expériences de participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes sont entachées de défis similaires à ceux rencontrés par les femmes plus âgées et sont aggravées en raison de leur âge.

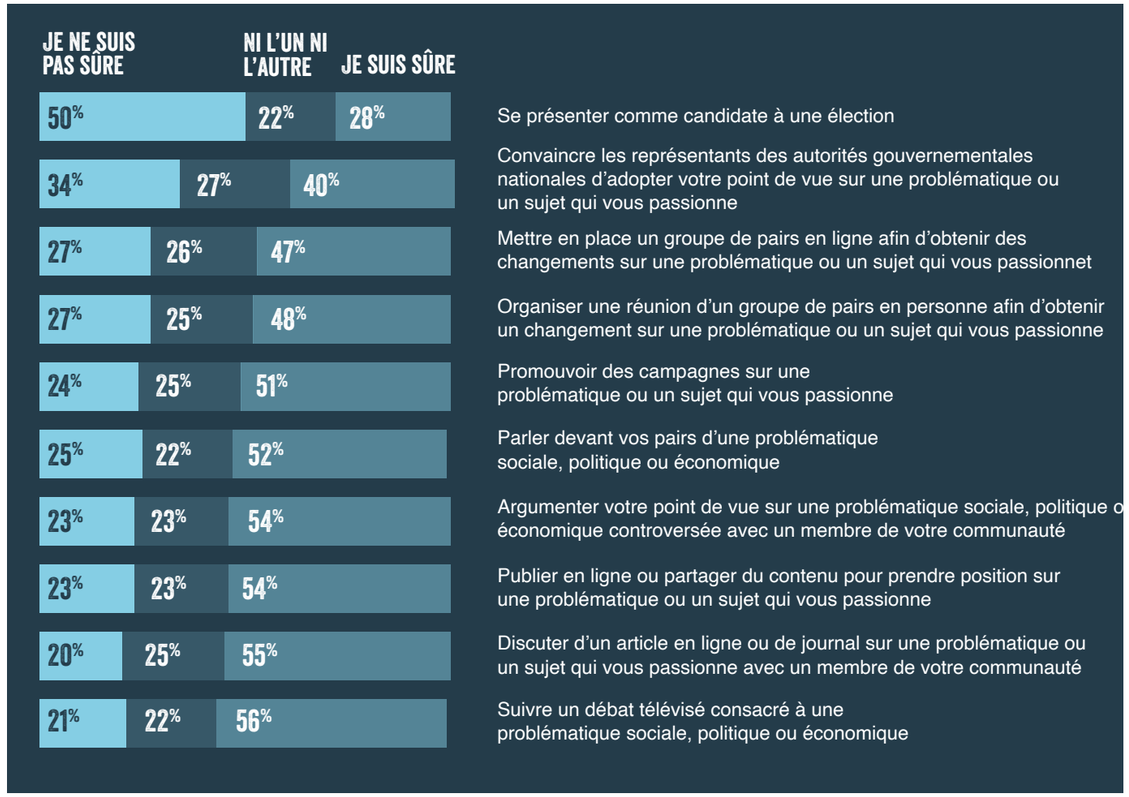
« La politique est une chose très délicate, et pour que vous puissiez en faire partie, vous devez être bien informée de ce qui se passe, de ce que vous devez faire... parce que la politique consiste à convaincre les autres que vous êtes capable... Et quand vous n'avez pas ces connaissances et ces informations, quand vous n'avez pas cette confiance en vous, vous serez rejetée. Et la plupart des filles et des jeunes femmes manquent de ces informations. »

RAINBOW, 22 ANS, OUGANDA

Confiance individuelle et croyance en soi

Outre les circonstances sociales et les attitudes de la communauté dans laquelle vous vivez, les preuves montrent que la probabilité que les filles et les jeunes femmes participent à la vie politique est fortement influencée par leurs expériences individuelles, qui façonnent leurs identités, valeurs et comportements politiques personnels et peuvent créer une résilience et nourrir l'estime de soi, ou non. Avoir confiance en vos capacités, en vos connaissances et compétences et en votre droit d'être entendu est d'une importance cruciale.

CONFIANCE POUR S'ENGAGER DANS DES ACTIVITÉS POLITIQUES



Près de **50%** des participantes ont déclaré ne pas être confiantes, ou être incertaines de l'être, en ce qui concerne la participation à la vie politique.

Le manque de confiance est mentionné de manière assez uniforme dans toutes les régions géographiques. Dans l'ensemble, les participantes des pays à faibles revenus se sentent plus confiantes dans leur engagement politique que celles issues des pays à revenus plus élevés. Celles qui s'identifient comme appartenant à une minorité raciale, ethnique ou religieuse se disent plus confiantes, par rapport à l'ensemble des participantes. Les participantes s'identifiant comme LGBTIQ+, ou comme souffrant d'un handicap se sentent moins confiantes.

Le manque de connaissances et de compétences politiques peut également contribuer au manque de confiance que les participantes à l'enquête ont signalé. Bien que la majorité d'entre elles aient le sentiment de connaître les rouages politiques de leur pays et de leur communauté, elles ont déclaré avoir une meilleure connaissance des systèmes de vote plutôt que de la manière de faire pression sur les politiciens une fois qu'ils sont au pouvoir.

54% des participantes ont déclaré avoir acquis leurs connaissances politiques à la maison, **52%** à l'école ou à l'université et **50%** en ligne dans les médias sociaux.

PRENDRE LA PAROLE : LES FILLES ET JEUNES FEMMES INTERROGÉES ONT LEUR MOT À DIRE

Les réponses des deux groupes renforcent l'importance tant de la confiance en soi que de l'éducation civique et de la compréhension des systèmes politiques.

Chez les filles de *Choix réels, vies réelles*, la connaissance de leurs droits, et le fait de se considérer comme des titulaires de droits, semblent augmenter leur sentiment d'efficacité politique. Toutes les filles qui se sont exprimées en tant que titulaires de droits ont déclaré qu'elles pouvaient influencer leurs dirigeants ou leurs représentants.

« Oui, à l'école, on nous a appris que nous avons aussi des droits. Je suis donc capable d'aller voir le délégué pour lui donner mon avis sur une décision que nous devons prendre. Je peux écrire une lettre au chef de district et au maire. Si je vais voir le délégué et qu'il ne m'a pas écouté, je peux chercher mes camarades qui ont les mêmes problèmes que moi et nous irons ensemble voir le chef du district. »

THEA, 16 ANS, CRVR, BÉNIN

L'accès à ces connaissances n'est pas universel et la plupart des filles de *Choix réels, vies réelles* ont expliqué qu'elles se renseignent sur les questions politiques de manière indirecte en écoutant les discussions de leur famille et d'autres membres de la communauté, ce qui confirme les résultats de l'enquête. Les médias ont également été un facteur d'influence dans la façon dont elles ont appris et discuté de la politique : dans la plupart des pays, les filles ont cité l'influence de la télévision et de la radio et, à un degré moins important, d'Internet et des médias sociaux. Dans les sept pays, un certain nombre de filles notent qu'elles discutent de sujets politiques à l'école, ce qui est moins fréquent avec la famille, les amis et les voisins.

« J'entends parler de sujets politiques dans ma communauté, dans ma famille et même à l'école, les professeurs en parlent ; moi et mes amis en discutons aussi. »

NANA-ADJA, 16 ANS, CRVR, TOGO

Dans deux pays, le Bénin et le Vietnam, les filles se sont tournées vers des organisations locales, notamment des groupes de femmes et de jeunes, où les problèmes ont été discutés et des mesures prises. Quatre femmes du groupe *Choix réels, vies réelles* ont déclaré qu'elles n'entendaient parler de politique par personne : l'une d'entre elles a fait remarquer que les personnes de son entourage n'étaient tout simplement pas intéressées.

Comme on pouvait s'y attendre, pratiquement toutes les militantes se sont engagées dans des discussions politiques, le plus souvent avec leurs amis, et elles avaient une certaine confiance dans leur capacité à provoquer des changements.

« Oui, je sais que j'en suis capable... à condition d'avoir la possibilité d'aborder les problématiques.

MARCHESSA, 22 ANS, TANZANIE

Faisant écho aux remarques formulées par les participantes à l'étude *Choix réels, vies réelles*, les militantes ont toutefois également indiqué que les adultes leur donnaient l'impression que leurs points de vue et leurs opinions n'étaient pas valorisés.

« J'ai l'impression que bien souvent les adultes préfèrent parler entre adultes, ce sont rarement eux qui s'intéressent à un adolescent, parce que bien souvent, ils disent « qu'est-ce que les adolescents vont savoir de la politique ? »

VALENTINA, 19 ANS, PÉROU

Une autre militante a estimé que la plupart des engagements des adultes étaient symboliques et ne menaient nulle part :

« Parce qu'ils nous considèrent comme des jeunes qui manquent de vie professionnelle et d'expérience professionnelle... Quand nous parlons ou que nous parlions, la réaction est « bien sûr, vous pouvez parler, mais ce n'est pas notre mission de prendre en compte ce que vous avez dit ».

SARA, 24 ANS, JORDANIE

Dans les deux groupes, les filles et les jeunes femmes ont noté des différences entre les sujets abordés par les filles et les femmes et ceux abordés par les garçons et les hommes, ainsi que des différences entre les sexes dans la façon dont les sujets sont discutés. Les filles et les jeunes femmes sont conscientes d'être limitées en raison de leur âge et de leur sexe. Leur confiance en soi peut se sentir constamment assiégée, tandis que leur accès aux connaissances et aux compétences dont elles ont besoin pour participer pleinement à la société est également plus difficile que nécessaire.

« J'ai l'impression que nous, femmes ou filles, sommes limitées pour parler de certaines questions. La façon dont les hommes en parlent, est légèrement différente de la façon dont les femmes en parlent... J'ai l'impression que les hommes sont autorisés à parler de tout ce qu'ils veulent, alors que nous, les femmes, c'est différent, les groupes de femmes sont limités à certains sujets. »

ZOE, 23 ANS, MALAWI

TROUVER LA VOIE

Compte tenu des défis auxquels elles sont confrontées, de quelles compétences et connaissances les filles et les jeunes femmes pensent-elles avoir besoin pour les aider à s'engager activement dans la politique, afin de trouver leur chemin dans un système qui semble être fait pour les tenir à l'écart ?

Malgré les différents niveaux d'expérience de la participation à la vie politique, les réponses à cette question étaient nettement similaires dans les deux groupes interrogés.

Les compétences en communication se trouvent tout en haut de la liste. Si certaines des filles de *Choix réels, vies réelles* ont déclaré qu'elles avaient eu l'occasion de développer certaines de ces compétences grâce à leurs rôles de surveillantes de classe et de secrétaires élues, dans l'ensemble, elles ont clairement indiqué qu'elles auraient besoin de travailler davantage sur ces compétences. Les militantes ont également discuté de l'importance d'avoir la capacité et la confiance nécessaires pour s'exprimer efficacement, pour parler à différentes personnes, y compris aux représentants du gouvernement, et de posséder des compétences en langues étrangères. La capacité à argumenter efficacement et à présenter des opinions fondées et étayées afin de se défendre a également été mentionnée.

> *« Lorsque vous affirmez quelque chose, je pense que c'est nécessaire d'être sûre de soi. Il faut avoir les sources et les moyens pour pouvoir défendre ses idées. »*
>
> **MINERVA, 23 ANS, TOGO**

La connaissance et la compréhension des enjeux importants et l'éducation civique générale ont également été considérées par les deux groupes comme des éléments cruciaux, y compris la législation clé, les structures et les mécanismes politiques. L'importance de l'éducation en général a également été soulignée par les militantes qui ont insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un élément fondamental de la compréhension et des compétences en matière de politique.

> *« Nous devrions réfléchir à notre programme d'études... quels types de sujets sont abordés dans ces programmes, sont-ils vraiment liés à la politique ? Oui, bien sûr, l'histoire est importante, la géographie aussi, mais comment ces éléments sont-ils liés à la vie actuelle ou à la situation que nous vivons actuellement ? »*
>
> **SARA, 24 ANS, JORDANIE**

Une série de caractéristiques personnelles ont été mentionnées : la force, le courage, la confiance, l'affirmation de soi, la persévérance - reflétant peut-être leur perception des qualités nécessaires aux femmes pour réussir dans les sphères politiques dominées par les hommes - ont également été citées par les deux groupes. Les filles membres de *Choix réels, vies réelles* du Togo, du Bénin, du Vietnam et des Philippines ont ajouté des qualités personnelles telles que la sagesse et l'amabilité, qui n'ont pas été mentionnées par le reste des militantes. L'une des militantes s'est toutefois interrogée sur les compétences requises, estimant qu'elles étaient rébarbatives et qu'il y avait deux poids, deux mesures :

> *« C'est assez drôle, car je pense à toutes ces compétences et aux choses que les gens me disent que je devrais être capable de faire pour pouvoir participer. C'est comme si vous deviez être ce qu'ils disent... et vous devez être capable d'exprimer votre opinion et de dire cela et ne pas être interrompue et être forte et être un peu froide, mais pas trop froide... Nous inculquons aux femmes qu'elles ont besoin de trois pages entières de compétences avant même de pouvoir s'y mettre. »*
>
> **ANNA, 23 ANS, ALLEMAGNE**

PROFIL : POUVOIR ÉGAL

LA JEUNE POLITICIENNE

« Nous devons nous attaquer au patriarcat et le faire disparaître. Et pour ce faire, nous devons agir dans les écoles et les établissements préscolaires et parler aux enfants dès leur plus jeune âge... J'ai parfois l'impression de devoir déplacer des montagnes pour arriver au même endroit que les hommes. Je peux y arriver, mais j'ai l'impression que je dois en faire plus et que je dois mériter ma place. Quant aux hommes et aux garçons, ils n'ont qu'à la prendre. »

Maja Lundqvist, 22 ans, travaille pour Plan International en Suède et a fait partie de leur groupe consultatif de jeunes pendant sept ans. Elle va bientôt débuter un cursus de premier cycle en journalisme et pendant son temps libre, elle joue au football. Maja s'intéresse à la politique depuis longtemps. Elle se décrit comme une militante mais pense que pour apporter un changement efficace, il faut s'engager à un niveau politique traditionnel. Pour cela, il est nécessaire d'adhérer à un parti, même si l'on n'est pas d'accord avec toutes ses idées, et elle a récemment rejoint le parti social-démocrate. Selon elle, de nombreuses jeunes femmes trouvent que les forums politiques traditionnels peuvent être un peu intimidants, probablement un peu ennuyeux aussi, et elle essaie de créer un espace pour que les jeunes femmes comme elle puissent participer et rendre le processus plus agréable. Elle ne sous-estime pas à quel point la participation à la vie politique peut être difficile : « Au début, je n'osais pas vraiment faire de la politique, car je voyais à quel point les femmes étaient victimes de haine ou de menaces. Vous êtes traitée différemment des hommes. » Les sujets auxquels Maja s'intéresse particulièrement sont l'égalité des sexes, les droits de l'enfant et le changement climatique. Elle est actuellement présidente de Rebella, la branche des jeunes femmes du parti social-démocrate. Elle a fait du porte-à-porte avec le Premier ministre suédois et partage l'importance des modèles féminins à ses yeux. Sans ce soutien, les jeunes femmes en politique ont une véritable montagne à gravir.

Photo ci-dessus : Swedish Social Democrat Party

7.

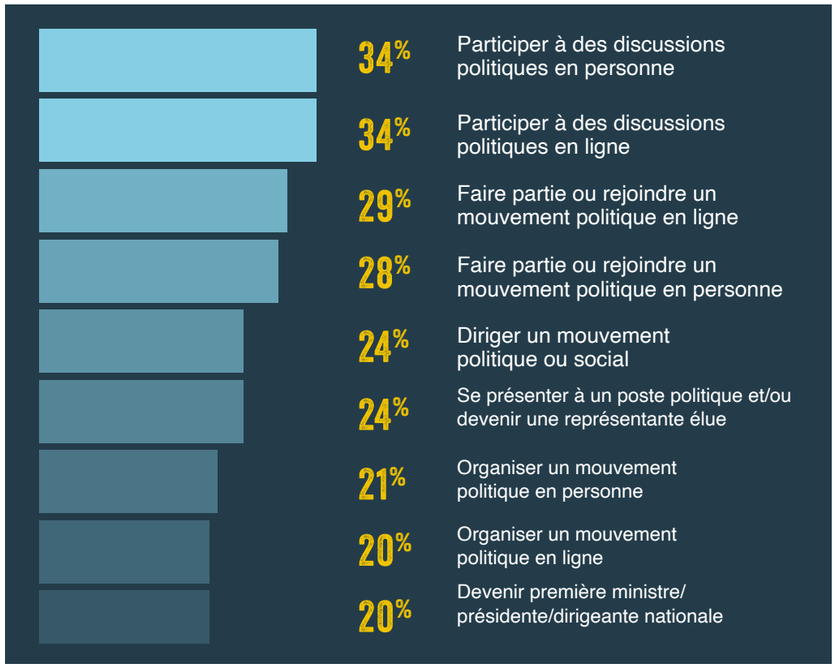
ENVISAGER L'AVENIR – PREMIÈRES MINISTRES, MILITANTES OU ÉLECTRICES ? COMMENT LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES VOIENT LEUR AVENIR DANS LA VIE POLITIQUE.

La plupart des répondants à l'enquête se considèrent comme engagés dans la vie politique, mais pas de manière particulièrement active. Certaines étaient plus ambitieuses tandis que d'autres avaient déjà décidé de se désengager entièrement. Les réactions sont très variées et illustrent peut-être le fait que ce qui rebute certaines participantes peut en stimuler d'autres de manière positive.

ASPIRATIONS FUTURES À LA PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

21% DES PARTICIPANTES ONT DÉCLARÉ NE PAS VOULOIR PARTICIPER DU TOUT À LA VIE POLITIQUE À L'AVENIR.

15% DES PARTICIPANTES POURRAIENT ÊTRE INTÉRESSÉES PAR UN ENGAGEMENT, MAIS PAS DE L'UNE DES MANIÈRES ÉVOQUÉES DANS L'ENQUÊTE.



PARMI LES PARTICIPANTES DÉSIREUSES DE S'ENGAGER,

24% SOUHAITENT DIRIGER UN MOUVEMENT POLITIQUE OU SOCIAL OU SE PRÉSENTER À UN POSTE POLITIQUE.

20% SUPPLÉMENTAIRES SOUHAITENT DEVENIR PREMIÈRE MINISTRE, PRÉSIDENTE OU DIRIGEANTE NATIONALE.

Les filles et les jeunes femmes qui vivent dans des sociétés où l'activité politique est généralement désapprouvée semblent les plus désireuses de participer. De même, plus le pourcentage de femmes au parlement est important, et plus les politiciennes et les militantes deviennent visibles, plus les aspirations des filles à s'engager et à diriger sont faibles.

Ce résultat est d'autant plus intéressant que de nombreuses études, ainsi que les participantes à l'enquête, ont souligné l'importance des modèles et de la représentation. Une hypothèse est qu'une plus grande exposition aux difficultés rencontrées par les femmes politiques fait réfléchir les filles à deux fois avant de participer. Ou alternativement, comme elles voient d'autres femmes s'avancer en tant que leaders politiques, elles pensent qu'elles n'ont pas besoin de le faire.

Les participantes qui s'identifient comme LGBTIQ+ sont nettement moins susceptibles de vouloir diriger un mouvement politique ou social, de se présenter aux élections ou de devenir une dirigeante nationale. Les participantes vivant dans les zones rurales étaient désireuses de s'engager localement et de s'impliquer dans les mouvements sociaux, mais beaucoup moins susceptibles de vouloir devenir des dirigeantes nationales que leurs consœurs urbaines.

PRENDRE LA PAROLE : LES FILLES ET JEUNES FEMMES INTERROGÉES ONT LEUR MOT À DIRE

À l'exception du Togo, la majorité des filles de *Choix réels, vies réelles* à travers le monde, ont déclaré qu'elles n'aimeraient pas devenir une dirigeante politique, alors que la plupart des militantes ont déclaré qu'elles aimeraient ou envisageraient de le faire, considérant cela comme une extension de leur militantisme actuel.

Parmi les filles et les jeunes femmes qui aspirent à un poste de dirigeante politique, les raisons invoquées sont très proches des résultats de l'enquête : contribuer au progrès de leur communauté et de leur pays est une motivation essentielle.

> *« Pour aider ma communauté et faire évoluer mon pays, et parce que je veux montrer que lorsqu'une femme dirige, cela fonctionne toujours bien et il est bon de savoir qu'elle est appréciée et respectée. »*
>
> **ESSOHANA, 16 ANS, CRVR, TOGO**

Parmi les filles de *Choix réels, vies réelles* qui ne souhaitent pas devenir dirigeantes politiques, plusieurs raisons ont été avancées : pour certaines, le fait que les leaders soient associés à la prise de parole en public était un problème. Au Vietnam en particulier, les filles ont évoqué le fait de ne pas avoir les compétences ou les connaissances requises pour assumer un rôle de dirigeante.

> *« Je réalise que lorsque je dirige, je fais beaucoup d'erreurs. En comparaison avec des collègues, je pense qu'ils s'en sortent beaucoup mieux que moi. »*
>
> **TRINH, 16 ANS, VIETNAM**

Ces réponses soulignent les conclusions précédentes sur l'importance de la confiance et la difficulté pour tant de filles et de jeunes femmes de sentir qu'elles peuvent participer comme dirigeantes compétentes et citoyennes engagées. Cela semble être un point commun entre les filles et les femmes du monde entier.

Michelle Obama a dit en 2018 : « J'aimerais que les filles puissent échouer autant que les hommes et s'en sortir. Parce que laissez-moi vous dire, voir des hommes échouer — c'est frustrant. C'est frustrant de voir que beaucoup d'hommes se plantent mais qu'ils finissent par gagner. Et nous... nous nous raccrochons à ces normes complètement folles. »[66]

Les participantes interrogées au Bénin ont évoqué la violence dirigée contre les dirigeantes politiques comme une raison de ne pas vouloir s'engager dans la vie politique. De même, plusieurs des militantes qui ne souhaitaient pas occuper des postes de dirigeante politique ont expliqué qu'elles étaient découragées par leur perception de la politique et par la crainte de représailles ou de négativité envers les femmes au sein des systèmes politiques et des médias.

> *« Pour moi, la politique devrait être une chose positive, mais de mon point de vue, ce n'est pas vraiment le cas en raison de tout le mal qu'on entend à son sujet. »*
>
> **JULIETTE, 21 ANS, BELGIQUE**

Les militantes qui ont exprimé le désir de devenir des dirigeantes politiques ont parlé de leur volonté de servir de modèle, d'accroître la représentation des femmes en politique et de donner une voix aux filles ; d'autres voulaient faire une différence dans leur communauté, améliorer la qualité de vie, offrir des opportunités aux filles et aux jeunes femmes et défendre l'égalité des sexes.

PROGRAMME ET PRATIQUE

→ SHE LEADS

She Leads (Elle Dirige) est un programme quinquennal financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères par l'intermédiaire de Plan International Pays-Bas, qui vise à soutenir le militantisme des filles et des jeunes femmes. Ce programme est géré par Plan International au niveau mondial, en partenariat avec Defence for Children International, Terre des hommes et FEMNET. Le programme est implémenté dans neuf pays – Mali, Sierra Leone, Ghana, Liberia, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Jordanie et Liban – ainsi qu'au niveau international.

Le réseau de sensibilisation mondial *She Leads* aide les filles et les jeunes femmes à s'engager et à influencer les processus politiques internationaux au sein des Nations Unies : une délégation de 14 filles et jeunes femmes d'Afrique de l'Ouest et de l'Est a été soutenue pour s'engager dans la 66ème session de la Commission de la condition de la femme ; un autre groupe de 14 filles et jeunes femmes de six pays d'Afrique et du Moyen-Orient s'est engagé auprès du Conseil des droits humains, en se concentrant particulièrement sur le thème de le militantisme des filles et des jeunes femmes. .

IMPACT

La présence de la délégation a permis de soulever les questions relatives aux filles et aux jeunes femmes dans l'agenda politique et, pour les déléguées elles-mêmes, l'expérience a renforcé à la fois leur confiance et leurs connaissances. Elles ont étendu leurs réseaux et ont acquis une meilleure compréhension des mécanismes politiques.

« Le travail de sensibilisation que font les filles et les jeunes femmes dans le monde entier est considérable. Elles ont acquis de l'expertise, elles ont les connaissances, elles sont maîtres de leurs propres combats, elles sont expertes de leurs propres problèmes. »

NANCY, DÉLÉGUÉE À LA JEUNESSE, SHE LEADS, KENYA

INITIATIVES AU NIVEAU NATIONAL :

SHE LEADS, JORDANIE

Le programme *She Leads* en Jordanie vise à accroître l'influence des filles et des jeunes femmes sur la prise de décision et à transformer les normes de genre dans les institutions traditionnelle et informelles. She Leads a joué un rôle clé dans les 16 Days of Activism (16DOA : 16 jours de militantisme), un événement national visant à accroître l'influence des femmes et des filles dans les espaces publics et politiques par le biais d'ateliers/discussions/séances de sensibilisation organisés à travers tout le pays. Ces activités, renforcées par les journaux locaux et la couverture des médias sociaux, ont permis de mettre davantage l'accent sur l'égalité des sexes. La collaboration entre la Commission nationale jordanienne pour les femmes et le programme She Leads de Plan Jordanie a abouti à une conférence de presse nationale, soulignant pour la première fois l'importance des droits et de la participation des filles et des jeunes femmes aux espaces publics sûrs. En outre, Plan International Jordanie a signé un mémorandum d'entente avec la Commission nationale jordanienne pour les femmes afin de soutenir leur réseau Shama'a : un réseau national qui s'efforce de combattre la violence contre les femmes et d'unir les individus et les organisations travaillant au niveau local. Les participants au programme She Leads ont l'occasion de prendre part à des actions de sensibilisation internationale et à des discussions ouvertes sur les défis et les obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans la lutte pour l'égalité des sexes.

« Nous devons repenser et remodeler l'environnement dans lequel les filles grandissent, ainsi que leur éducation... Il est important de transformer notre société afin de faire de la place aux voix, aux opinions et aux pensées des filles et des femmes. »

LUJAIN, 17 ANS, SHE LEADS, JORDANIE

SHE LEADS, OUGANDA

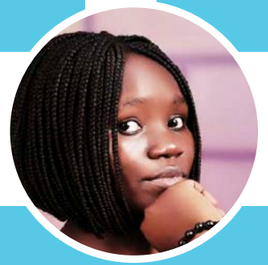
En Ouganda, *She Leads* a tendu la main à diverses filles et jeunes femmes à travers le pays pour leur offrir une formation au leadership et les encourager à s'impliquer dans leurs communautés locales. Les filles sont soutenues pour interagir avec les chefs religieux et communautaires, sont formées à la sensibilisation et à la compréhension des lois et des politiques, en particulier celles qui concernent la défense des droits des filles et l'égalité des sexes. Le projet met en avant la participation politique des filles et des jeunes femmes et les jeunes dirigeantes apportent des changements positifs au sein de leurs communautés.

« C'est significatif car je suis devenu un exemple au sein de ma communauté, ce qui est quelque chose que je n'avais jamais pensé pouvoir faire. En tant qu'ancienne mère célibataire, je n'aurais jamais imaginé disposer des plateformes nécessaires pour influencer et apporter des changements pour les filles et les jeunes femmes vivant dans ma communauté. »

PONI, 21 ANS, SHE LEADS, OUGANDA

« Je sens que j'apporte quelque chose à ma communauté. Je suis désormais convaincue que, dans une certaine mesure, les opinions des filles et des jeunes femmes ont été prises en considération par nos leaders politiques. Grâce aux quelques décisions sur lesquelles j'ai pu intervenir, je suis parvenu à avoir un impact sur la vie de mes consœurs. »

PATRICIA, 19 ANS, SHE LEADS, OUGANDA



« J'ai participé au 50e Conseil des droits humains où j'ai fait une déclaration demandant que les femmes soient payées pour les soins qu'elles prodiguent et insistant sur l'égalité entre les femmes et les hommes... Je travaille actuellement avec l'ambassade des Pays-Bas pour collecter des données et faire un dossier de plaidoyer en faveur de l'état de droit et de la sécurité en Ouganda. »

SOLEA, 21 ANS, SHE LEADS, OUGANDA

Photo above left: Poni - middle: Solea - right: Patricia

PROGRAMME ET PRATIQUE

PLAN INTERNATIONAL PÉROU

ÉCOLE DU LEADERSHIP ET DE L'AUTONOMISATION POLITIQUE POUR LES ADOLESCENTES ET LES JEUNES FEMMES INDIGÈNES

Ce programme, qui existe depuis quatre ans, vise à promouvoir la participation active des adolescentes et des jeunes femmes autochtones à la vie politique, sociale et culturelle de leur communauté. Le projet est mis en œuvre dans les villages des hautes Andes du Pérou où les filles et les jeunes femmes ne sont souvent pas valorisées comme des décisionnaires et où, également, la violence sexiste et la peur de la violence ont un impact négatif sur leur vie et leurs opportunités.

« La participation politique est fondamentale, car nous apprenons à nous adresser à un public qui ne croit pas en nous et qui ne donne pas la priorité à nos besoins... et je sais que je dois être une femme qui a du « cran ». Je pense en effet qu'une femme qui arrive au gouvernement se heurte parfois à de nombreuses difficultés. »

JENNY, 18 ANS,
PARTICIPANTE AU PROGRAMME

Le projet travaille en collaboration avec les filles et les jeunes femmes, avec leurs parents et leurs familles, ainsi qu'avec les dirigeants locaux, afin d'encourager la participation organisée des filles et des jeunes femmes aux processus décisionnels et de les protéger contre toute forme de violence.

« L'impact sur les filles est énorme : elles découvrent de nouvelles choses et réalisent à quel point elles sont importantes dans la société et que leurs ambitions n'ont pas de limites. Elles peuvent concrétiser leurs ambitions, atteindre des postes politiques et améliorer la vie de nombreuses filles et femmes de tous âges, en leur offrant un avenir plus radieux. »

PAMELA IRCO,
CHEFFE DE PROJET DE PLAN INTERNATIONAL

De jeunes leaders, 126 femmes et 46 hommes, ont été formés pour jouer un rôle actif au sein de leur communauté : participation à des forums d'information, rencontre avec les autorités locales et organisation de marches de sensibilisation. Ces derniers se sont focalisés sur la lutte contre la violence sexiste – en exigeant de meilleurs services de protection et une coordination efficace entre les institutions et les secteurs. Leurs efforts ont permis de prendre des mesures par le biais de l'unité provinciale dédiée à l'élimination des violences.

Huit organisations de jeunes ont été créées pour poursuivre ces activités de sensibilisation, qui comprennent la production d'un feuilleton radio, intitulé Cambiando esquemas (Changement de modèles) abordant les thèmes de la violence basée sur le genre (VBG), du savoir-faire et de la santé sexuelle et reproductive.

« Nous avons formé l'organisation de jeunesse Makimanta, dont le message est « Main dans la main et ensemble pour un meilleur avenir ». Le projet n'a pas été facile à organiser... la pandémie a limité nos réunions et la mauvaise connectivité a été une difficulté supplémentaire. Mais maintenant nous prenons de l'élan et mettons en place nos plans d'action et de sensibilisation pour obtenir de véritables résultats. »

CAROLINA, 17 ANS,
PARTICIPANTE AU PROGRAMME

Les questions qui touchent particulièrement les filles et les jeunes femmes ont également été mises en lumière avec des initiatives telles que le développement d'une application mobile pour le signalement anonyme des VBG et un bouton d'alerte pour signaler les cas de violence.

Ce projet de leadership aide les filles et les jeunes femmes à développer leurs compétences sociales et de communication. Leur potentiel de prise de décision et leur aptitude au leadership sont de plus en plus reconnus par les dirigeants communautaires à mesure qu'elles prennent leur place dans les espaces de participation officiels.

« C'est un résultat très positif d'avoir réussi à mobiliser plus de 200 jeunes femmes dans différentes activités, tous pour œuvrer à la réduction du taux élevé de grossesses chez les adolescentes... En tant que représentante, mon engagement est de défendre les droits des enfants et des adolescents. »

KATHERINE, 15 ANS,
PARTICIPANTE AU PROGRAMME

Réunion des organisations de jeunesse à Chumbivilcas.

Photo ci-dessus : Plan International

Photo ci-dessus : Plan International

Photo ci-dessus : Plan International

Photo ci-dessus : Plan International

CONCLUSION

Les résultats de la recherche montrent qu'une majorité de filles s'intéressent à la vie politique et aux sujets politiques. Beaucoup d'entre elles s'engagent activement dans la poursuite du changement sur les sujets qui leur tiennent à cœur, principalement dans leurs communautés locales.

Les résultats de la recherche montrent qu'une majorité de filles s'intéressent à la vie politique et aux sujets politiques. Beaucoup d'entre elles s'engagent activement dans la poursuite du changement sur les sujets qui leur tiennent à cœur, principalement dans leurs communautés locales. Les filles et les jeunes femmes ne sont pas très impressionnées par les politiciens qui les représentent actuellement : seules dix pour cent des participantes à l'enquête sont satisfaites des décisions prises sur les questions qui leur tiennent à cœur. En d'autres termes, les leaders d'aujourd'hui ne font pas un très bon travail en matière de pauvreté, de chômage et d'environnement, pour ne citer que trois des principales priorités des participantes. La majorité des participantes s'attendent à rester engagées politiquement à l'avenir, au moins dans une certaine mesure. La participation à la vie politique des filles et des jeunes femmes est motivée par le besoin d'améliorer la vie d'autres filles et jeunes femmes – elles ne sont pas convaincues que quiconque ait leurs intérêts à cœur – et par le désir d'être des modèles pour leur entourage.

Malgré de nombreux points communs, les priorités et les préoccupations des filles et des jeunes femmes ne sont pas toutes identiques. La recherche révèle de nombreuses différences qui varient selon les continents, les croyances et les identités, en fonction de leurs expériences et contextes divers. Dans l'ensemble, quelle que soit leur identification, et quels que soient leur désir d'engagement et leur niveau d'activité politique, les filles et les jeunes femmes étaient très conscientes des obstacles engendrés par leur âge et leur sexe. En général, elles ne font pas confiance aux politiciens et se sentent méprisées par les adultes. Seule la moitié des participantes à l'enquête ont estimé que, dans leur communauté, il était acceptable pour les filles d'être politiquement actives. La participation à la vie politique des filles est conditionnée, pas tant par un manque d'intérêt, mais par les attitudes qui les entourent et par le manque de soutien.

« Je pense donc que le gouvernement ou d'autres organisations devraient peut-être donner aux jeunes et aux enfants les moyens de s'exprimer et leur offrir plus d'activités, leur donner plus de chances et d'opportunités d'être entendus et de dire ce qu'ils souhaitent. Je veux vraiment que les jeunes et les enfants vietnamiens aient une chance d'être écoutés, car j'ai l'impression que nous n'avons toujours pas cette chance. »

MIN, 20 ANS, VIETNAM

Les filles et les jeunes femmes ne se sentent pas représentées et elles s'éloignent de ce qui, à leurs yeux, ressemble à une arène politique dominée par les hommes. Les violences et le harcèlement dont sont victimes les femmes dans la vie publique freinent également certaines filles et jeunes femmes, mais certaines deviennent plus déterminées précisément pour cette raison. Elles sont également inhibées par les normes de genre, pas toujours convaincues que les femmes peuvent être des dirigeantes politiques compétentes.

« C'est très triste car c'est encore le cas dans nos communautés. La plupart des gens ne croient pas qu'une femme est capable de diriger, qu'une femme est tout aussi compétente qu'un homme pour participer à la vie politique, voire pour être députée. »

RAINBOW, 22 ANS, OUGANDA

Malgré les nombreux défis, une chose est sûre : la place d'une fille et d'une femme est dans la sphère politique : au parlement, dans les conseils locaux ainsi que voter, signer des pétitions, prendre part à des protestations politiques et avoir une contribution à la vie politique. Bien que de nombreuses filles et jeunes femmes aient préféré participer en ligne et emprunter une voie moins traditionnelle vers la participation à la vie politique, elles ont clairement compris, notamment les militantes, qu'elles devaient s'engager formellement pour apporter un changement durable. En fin de compte, les objectifs d'une campagne doivent être traduits en changements politiques et législatifs, ce qui nécessite un engagement avec l'État.

L'importance de l'engagement communautaire comme première étape de la participation à la vie politique est incontournable. L'activité au niveau communautaire permet souvent aux filles et aux jeunes femmes de développer des compétences, de gagner en confiance et d'apprendre à travailler collectivement. Pourtant, les résultats montrent également que la participation au niveau communautaire peut être une expérience négative. Il est très clair que le soutien au niveau local est important pour renforcer les capacités et encourager un engagement durable. C'est souvent ici que naissent les militantes politiques.

Crédit : Plan International

RECOMMANDATIONS

Ces recommandations s'appuient sur les idées, les expériences et les opinions des filles et des jeunes femmes qui ont participé à cette recherche.

Crédit : House of Lords / Roger Harris

RECOMMANDATION

Pour instaurer la confiance et garantir une véritable participation, les détenteurs du pouvoir doivent ouvrir un espace formel, sûr et inclusif pour les filles et leurs réseaux afin de permettre leur contribution significative à la prise de décision à tous les niveaux.

APPELS À L'ACTION

1. **Les gouvernements doivent respecter leurs engagements,** y compris les Objectifs de développement durable et les obligations internationales en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, afin de fournir des garanties juridiques pour la participation des filles et des jeunes femmes aux processus décisionnels au niveau national et infranational.

2. **Les gouvernements, y compris les ministères et les agences concernées, doivent impliquer de manière significative les filles** et leurs réseaux dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques, des budgets et de la législation et mettre en place de solides mécanismes de responsabilité pour suivre l'impact de la participation des filles.

3. **Les gouvernements doivent réformer et doter de ressources les conseils nationaux de la jeunesse,** les parlements des jeunes et les autres structures formalisées pertinentes afin qu'ils soient transformateurs de genre et que leur leadership soit représentatif des filles et des jeunes dans toute leur diversité. De solides mécanismes de safeguarding (protection) doivent être mis en place, liés à des réseaux locaux comprenant des organisations dirigées par des filles et au service des filles.

4. **Les donateurs, les agences de l'ONU et les gouvernements doivent introduire ou mettre à jour et financer leurs stratégies** et politiques de jeunesse afin qu'elles donnent la priorité à la socialisation et à la participation politique des filles et des jeunes femmes et qu'elles les soutiennent avec les ressources et les mécanismes institutionnels nécessaires pour faciliter à la fois une mise en œuvre efficace ainsi qu'un suivi et une évaluation.

5. **Les gouvernements et la communauté humanitaire doivent supprimer les obstacles à la participation des filles dans les contextes humanitaires afin de garantir une participation** systématique et significative des filles à toutes les phases de l'action humanitaire. Les filles sont confrontées à des dangers spécifiques lors d'une crise humanitaire, et pourtant, leurs besoins ne sont pas toujours pris en compte. Alors que la crise alimentaire dans le monde s'intensifie, les gouvernements et l'ONU ont l'obligation d'inclure les filles et les jeunes femmes dans leurs actions et de garantir leur participation aux décisions qui les concernent.

RECOMMANDATION

En commençant au niveau local, renforcer l'accès des filles à des voies diverses, inclusives et accessibles vers la participation politique.

APPELS À L'ACTION

6. **Les gouvernements doivent allouer des ressources aux niveaux infranationaux afin d'accroître la représentation** des jeunes femmes et de renforcer leur accès aux postes de l'administration locale par le biais de mesures spéciales, de stages ou de partenariats jeunes-adultes pour un apprentissage partagé et l'instauration d'une confiance et d'un respect mutuels.

7. **Le ministre des collectivités locales ou son équivalent** doit définir une stratégie avec des ressources allouées pour aider les collectivités locales **à inclure de manière significative les filles dans toutes les prises de décision locales :** en renforçant leur rôle et leurs capacités à s'engager dans la budgétisation participative, les audits sociaux et la planification.

8. **Les gouvernements locaux doivent s'associer aux organisations communautaires pour sensibiliser les filles, y compris les plus marginalisées, en leur offrant diverses possibilités d'engagement :** investir dans des mécanismes participatifs, y compris les innovations numériques, travailler par le biais des structures scolaires et relier les groupes dirigés par des filles et leurs réseaux aux processus décisionnels officiels.

RECOMMANDATION

Fournir une éducation civique : les connaissances et les compétences sont fondamentales pour la socialisation politique des filles et constituent une voie vers leur participation à la vie politique.

APPELS À L'ACTION

9. **Les ministères de l'éducation doivent veiller à ce que l'éducation civique soit transformatrice du genre** et soit incluse dans les programmes scolaires nationaux L'éducation devrait inclure la représentation des femmes dirigeantes en tant que modèles, les droits humains, l'information sur le vote sensible au genre, la compréhension des processus de prise de décision et le rôle de la société civile. Elle doit également offrir des possibilités de pratiquer le discours politique et promouvoir diverses formes de participation, y compris des voies vers le leadership politique.

10. **Les agences de l'ONU, les donateurs et les ONGI doivent soutenir le développement d'outils et d'activités d'éducation** civique transformatrice du genre, y compris les ressources de formation des enseignants.

11. **Les parties prenantes de l'école (enseignants, conseils et parents) doivent offrir aux élèves, en particulier aux filles, des occasions de mettre en pratique leur leadership :** soutenir le développement des compétences de leadership et l'accès aux possibilités de prise de décision au sein des structures de gouvernance de l'école, telles que les conseils d'école et les élections.

12. **Les gouvernements et les donateurs doivent financer des programmes d'éducation non formelle complets, basés sur la communauté, qui permettent aux filles, en particulier les plus marginalisées et celles qui ne sont pas scolarisées,** ainsi qu'aux jeunes femmes, d'acquérir l'autonomie, les compétences et les connaissances civiques nécessaires à leur pleine socialisation politique.

RECOMMANDATION

Construire des normes sociales et de genre positives au sein des familles et des communautés pour permettre et promouvoir la participation des jeunes filles et des jeunes femmes à la vie politique.

APPELS À L'ACTION

13. **Les organisateurs de programmes doivent investir dans des approches holistiques,** y compris l'engagement de la communauté au sens large sur l'importance d'ouvrir des espaces pour les filles et les jeunes femmes et pour leur inclusion dans la prise de décision au niveau communautaire.

14. **Les organisations internationales, y compris les organes de l'ONU, les partenariats et les ONGI, à investir et à soutenir des programmes à long terme,** y compris le tutorat, qui offrent des opportunités précoces et un soutien durable aux jeunes femmes qui souhaitent occuper des postes de leadership politique.

15. **Les médias et les journalistes doivent lutter contre les stéréotypes négatifs concernant les femmes dirigeantes** en promouvant des images positives et diverses du leadership politique des femmes et de militantisme des filles et des jeunes femmes, tout en attirant l'attention du public, de manière éthique et sensible, sur les cas de violence sexiste dans la sphère politique.

16. **Les entreprises de médias sociaux doivent assumer la responsabilité de créer un environnement en ligne sûr pour les filles et les jeunes femmes en créant des mécanismes de signalement solides,** plus efficaces, transparents et accessibles, spécifiques à la violence sexiste en ligne, qui obligent les auteurs à rendre des comptes ; ces mécanismes doivent être adaptés aux besoins et aux expériences des filles.

17. **Les parlements, les institutions publiques et les partis politiques doivent mettre en place des politiques de tolérance zéro en matière de violence** et de harcèlement sexuel et répondre aux risques accrus de violences subies par les jeunes femmes, en particulier celles qui appartiennent à des groupes marginalisés et minoritaires, en mettant en place des mécanismes de signalement inclusifs et accessibles et en créant des espaces sûrs.

RECOMMANDATION

Soutenir les filles pour qu'elles s'organisent et se mobilisent, en commençant par le niveau communautaire, et veiller à ce que leurs organisations soient résilientes et durables.

APPELS À L'ACTION

18. **L'ONU, les donateurs et les gouvernements doivent soutenir l'action collective et l'organisation des filles :** reconnaître et renforcer leur rôle vital et distinct en tant qu'actrices de la société civile, en leur fournissant des ressources accessibles (financières et non financières), un renforcement des capacités et des espaces sûrs, afin de favoriser leur efficacité politique et leur résilience face aux crises et aux menaces extérieures.

19. **Les organisations de défense des droits des femmes et la société civile doivent reconnaître et valoriser la contribution unique et vitale des organisations de filles et de jeunes femmes,** en assurant un leadership et un mentorat intergénérationnels et en facilitant leur participation aux processus plus larges de la société civile.

20. **Les organismes internationaux, régionaux et intergouvernementaux doivent mettre en place des mécanismes et des structures** de protection afin de surveiller, de limiter et de répondre aux risques encourus par les organisations et les militants des droits humains des femmes.

« Plus de renforcement des capacités, plus de connaissances, plus d'informations sur le leadership, sur la politique, sur l'importance. Cela nous limite également, car vous ne pouvez pas transmettre ce que vous n'avez pas. Et si vous ne disposez pas des ressources et des plates-formes adéquates, ce serait un défi considérable à relever. »

RAINBOW, 22 ANS, OUGANDA

MÉTHODOLOGIE

La recherche a recueilli des données primaires à méthodes mixtes par le biais d'une enquête à grande échelle et de deux séries d'entretiens qualitatifs.

ENQUÊTE

Questionnaire : Le questionnaire comportait 15 questions fermées ; la plupart d'entre elles permettaient aux participantes de sélectionner plusieurs réponses. Les questions étaient structurées autour de trois domaines : leur perception des leaders politiques, des problèmes et des effets des décisions ; leur perception de l'engagement et de la participation des filles et des jeunes femmes à la vie politique ; leur propre engagement et participation à la vie politique.[67]

Période : Les données ont été recueillies de février à avril 2022 par deux sociétés d'études de marché, IPSOS et GeoPoll, pour le compte de Plan International.

Deux méthodologies différentes ont été utilisées pour collecter les données : Entretien téléphonique assisté par ordinateur (CATI) et sondage en ligne assisté par ordinateur (CAWI)

Population cible et critères d'éligibilité : L'enquête a ciblé les filles et les jeunes femmes (y compris les LGBTIQ+) âgées de 15 à 24 ans. Dans chaque pays, à l'exception de la Suisse où l'objectif était de 500, l'objectif était de recueillir les réponses de 1000 filles et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans.

PAYS CONCERNÉS PAR L'ENQUÊTE :

Afrique : Guinée, Kenya, Malawi, Nigeria, Togo, Zambie.

Asie et Pacifique : Australie, Bangladesh, Indonésie, Japon, Népal, Philippines, Vietnam.

Europe : Belgique, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni.

Amériques : Brésil, Canada, Colombie, Équateur, Pérou, États-Unis.

Participantes : Un total de 28 751 jeunes femmes et filles ont participé à l'enquête. 63 % avaient plus de 20 ans.

On constate des différences significatives dans la répartition géographique des réponses : 9 500 sont originaires d'Europe, 7 000 d'Asie et du Pacifique, 6 153 d'Afrique et du Moyen-Orient, 4 000 d'Amérique latine et des Caraïbes et 1 344 d'Amérique du Nord.

ENTRETIENS QUALITATIFS

Deux séries d'entretiens qualitatifs ont été menées afin de recouper les résultats de l'enquête et de comprendre les perspectives des filles et des jeunes femmes ayant des niveaux d'expérience contrastés en matière de participation à la vie politique :

- Entretiens qualitatifs semi-structurés avec 78 filles âgées de 15 à 16 ans dans sept des neuf pays participant à l'étude de cohorte *Choix réels, vies réelles* de Plan International. Les filles vivent principalement en milieu rural et sont issues des ménages ayant les plus faibles revenus dans leur pays. Les pays concernés étaient : **Philippines, Vietnam, Bénin, Togo, République dominicaine, Brésil et Salvador.**
- Entretiens qualitatifs approfondis avec 16 **filles et jeunes femmes militantes** connues de Plan International par leur implication dans des programmes ou des campagnes. Ces filles et ces jeunes femmes viennent d'horizons divers mais ont été échantillonnées de manière ciblée sur la base du fait qu'elles étaient connues pour être politiquement actives. Les 13 pays concernés étaient : **Togo, Malawi, Soudan du sud, Tanzanie, Ouganda, Jordanie, Liban, Allemagne, Espagne, Belgique, Vietnam, Équateur et Pérou.**

Les deux séries d'entretiens ont suivi une structure similaire, et plusieurs questions posées étaient communes aux deux groupes. Cependant, en raison des différences anticipées dans la compréhension du sujet et des expériences de participation politique, les entretiens avec les filles de *Choix réels, vies réelles* étaient plus structurés, et les entretiens avec les filles et jeunes femmes militantes comprenaient des questions supplémentaires explorant leurs expériences des différents types de participation à la vie politique.

LIMITES ET POINTS FORTS DE L'ÉTUDE

Les données de l'enquête ne sont pas représentatives au niveau national ou mondial. Il est important de noter que si le panel de l'enquête a tenté d'être aussi représentatif que possible des populations sous-jacentes, les entreprises chargées de l'enquête sont plus susceptibles d'avoir échantillonné des segments plus riches et plus éduqués de la société car seules les personnes ayant accès à Internet et au téléphone ont été interrogées. Le nombre de participants n'est pas réparti de manière égale entre les régions géographiques, ce qui signifie que l'échantillon global n'est pas équilibré.

Certains des entretiens qualitatifs ont été menés dans la langue locale choisie, puis traduits en anglais. La signification originale de certains concepts que les filles et les jeunes femmes ont mentionnés au cours de l'entretien peut avoir été perdue lors de la traduction.

L'enquête est néanmoins vaste et repose sur une variété de contextes et de pays. Les méthodes mixtes utilisées au cours de la recherche ont permis de comparer les données de l'enquête à deux sources qualitatives uniques et de les confronter à une analyse documentaire complète.

ÉTHIQUE ET SAFEGUARDING

L'approbation de l'éthique de la recherche a été accordée par le comité d'éthique de la recherche de l'Overseas Development Institute basé au Royaume-Uni. Une évaluation complète des risques de safeguarding a été réalisée pour identifier les risques potentiels et les mesures de prévention pour toutes les méthodes de collecte de données.

Les entreprises chargées de l'enquête ont dû signer un code de conduite confirmant qu'elles adhéreront à la politique de safeguarding de Plan International. Le consentement a été obtenu de tous les participantes et des parents/tuteurs des jeunes de 15 à 17 ans. Conformément aux procédures d'éthique et de safeguarding, les entretiens qualitatifs ont été menés par deux membres de Plan International ou par des consultants engagés qui avaient suivi une formation sur le safeguarding et avaient été informés des processus de safeguarding et de référence. Avant de réaliser les entretiens, un consentement éclairé et une autorisation verbale ont été donnés pour enregistrer les entretiens.

L'anonymat et la confidentialité ont été garantis tout au long du processus.

Crédit : Plan International

REMERCIEMENTS

Avant tout, nous tenons à remercier toutes les adolescentes et jeunes femmes qui ont partagé leur points de vue et leur expérience en matière de politique et de participation à la vie politique dans le cadre de cette recherche. Nous leur sommes reconnaissants pour leur temps et leurs commentaires.

Cette recherche a été realisée par Plan International, dont nous remercions tout particulièrement les membres suivants :

Équipe de rapport : Sharon Goulds, rédactrice en chef et autrice du rapport. Alison Wright, Dr Karin Diaconu, Isobel Fergus, Jenny Rivett et Aisling Corr, autrices du rapport de recherche original.

Plan International Editorial Board (Comité de rédaction de Plan International) : Alison Wright, responsable de la recherche et cheffe de projet du rapport ; Dr Jacqueline Gallinetti, directrice de la recherche et de la gestion des connaissances ; Dr Karin Diaconu, responsable de la recherche ; Isobel Fergus, responsable de la recherche ; Danny Plunkett, responsable du contenu et de la création ; Zoe Birchall, responsable mondiale des campagnes et de la mobilisation ; Khadijah Turner, responsable mondiale des campagnes ; Anna MacSwan, responsable mondiale des médias et Mishka Martin, responsable de la politique et de la sensibilisation.

Collaborateurs supplémentaires : Nous remercions tout particulièrement Aya Chebbi, ancienne ambassadrice de la jeunesse de l'ONU et fondatrice et présidente du Nala Feminist Collective, ainsi que Tien et Keiver, membres du Global Young Influencer Group (Groupe mondial des jeunes influenceurs) de Plan International, pour avoir rédigé les avant-propos ; Dr. Susan Dodsworth, qui a entrepris une analyse politique mondiale de la participation à la vie politique des filles, et Zainab Yunusa, qui a apporté des contributions supplémentaires à l'analyse documentaire. Nous tenons également à remercier les bureaux de Plan International qui ont fourni des études de cas et des profils programmatiques, en particulier le bureau de liaison de Plan International auprès des Nations Unies, Plan International Jordanie, Plan International Ouganda, Plan International Pérou, Plan International Sénégal et Plan International Suède.

Équipes des bureaux nationaux et des organisations nationales : Nous remercions le personnel des bureaux de Plan International qui a contribué à faciliter la recherche qualitative et tous les bureaux nationaux qui ont fourni un retour concernant ce rapport.

Nous remercions tout particulièrement les points focaux et le personnel de Real Choices Real Lives (*Choix réels, vies réelles*) qui ont facilité la collecte de données dans les 7 pays et ont fourni des retours sur ce rapport : Roland Djagaly au Bénin ; Fabiane Sereno et Raila Alves au Brésil ; Olga Figuereo en République dominicaine ; Yesenia Segovia au Salvador ; Manny Madamba aux Philippines ; Abdoul Baki Labodja et Joseph Badabadi au Togo et Trung Truong Vu et Dai Luu Quang au Vietnam.

Enquêtes de recherche réalisées par : Ipsos Public Affairs et Geopoll.

Entretiens qualitatifs réalisés par : Alison Wright, Aisling Corr, Jenny Rivett, Axelle Fidelin, Khadijah Turner, Ifigeneia Kamarotou, Diyane Apou Traore.

Conception : Amy Reinecke

ENDNOTES

1. J. Birchall, « Data and evidence on global rollback of women and girls' rights since 2016 », (Données et preuves sur le recul mondial des droits des femmes et des filles depuis 2016) Knowledge, evidence and learning for development: Helpdesk Report, 2020, consulté le 30 août 2022 : https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15886/HDR%20924%20-%20Data%20and%20evidence%20on%20rollback%20of%20women%20and%20girls%20rights%20_V3.pdf?sequence=3&isAllowed=y

2. FRIDA et AWID, « Brave, Creative and Resilient: The State of Young Feminist Organizing » 2016 (Courageuses, créatives et résilientes : l'état des jeunes féministes organisatrices), consulté le 10 janvier 2022. https://www.awid.org/publications/brave-creative-and-resilient-state-young-feminist-organizing

3. CRVR fait référence à Plan International, *Choix réels, vies réelles* : une étude de recherche consistant à suivre des filles issues de neuf pays depuis leur naissance en 2007.

4. Remarque : le « vote obligatoire » est inclus dans la définition de la participation à la vie politique, car le vote ne peut pas être obligatoire dans un système garantissant des élections à bulletin secret (voir J. van Deth, « What is Political Participation », (Qu'est-ce que la participation politique), publié le 22 novembre 2016, disponible sur https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.68).

5. Basé sur une étude de 198 pays et territoires. L'Arabie saoudite et le Brunei n'organisent pas d'élections nationales, et Hong Kong et Macao ne participent pas aux élections chinoises. Dans ces quatre juridictions, les femmes peuvent voter aux élections locales. Pew Research Centre, « Key facts about women's suffrage around the world, a century after U.S. ratified 19th Amendment » (Faits clés sur le suffrage des femmes dans le monde, un siècle après la ratification du 19e amendement par les États-Unis), 2020, consulté le 5 décembre 2021, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/10/05/key-facts-about-womens-suffrage-around-the-world-a-century-after-u-s-ratified-19th-amendment/

6. Freedom House, « Freedom in the World 2021: The Global Expansion of Authoritarian Rule » (La liberté dans le monde de 2021 : l'expansion mondiale des régimes autoritaires) 2022, consulté le 10 juin 2022, https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW_2022_PDF_Booklet_Digital_Final_Web.pdf

7. E. Harrison & K. Kristensen, 'Secondary Impacts of COVID-19: Closing Civic Space in Fragile Contexts', UNDP Global Policy Network Brief, Development Futures Series, 2021, disponible sur : https://www.undp.org/library/dfs-secondary-impacts-covid-19-closing-civic-space-fragile-contexts

8. Freedom House, « Freedom in the World 2021: The Global Expansion of Authoritarian Rule » (La liberté dans le monde de 2021 : l'expansion mondiale des régimes autoritaires) 2022, consulté le 10 juin 2022, https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW_2022_PDF_Booklet_Digital_Final_Web.pdf

9. Data Reportal, « Digital 2022: Global Overview Report », (Digital 2022 : rapport sur la situation mondiale) 2022, consulté le 5 juin 2022, « Digital 2022: Global Overview Report — DataReportal – Global Digital Insights »

10. A. Keating & G. Melis, « Social media and youth political engagement: Preaching to the converted or providing a new voice for youth? » (Les médias sociaux et l'engagement politique des jeunes : prêcher des convertis ou donner une nouvelle voix pour les jeunes?) British Journal of Politics and International Relations, 9:4, 2017, 877-894, disponible sur https://doi.org/10.1177/1369148117718461

11. T. Chevalier, « Political trust, young people and institutions in Europe: A multilevel analysis » (La confiance politique, les jeunes et les institutions en Europe : une analyse multiniveau). International Journal of Social Welfare, 28:4, 2019: 418-430, disponible sur https://doi.org/10.1111/ijsw.12380

12. The Commonwealth, « Global Youth Development Index and Report » (Indice de développement global de la jeunesse et rapport), 2026, consulté le 10 décembre 2021, https://production-new-commonwealth-files.s3.eu-west-2.amazonaws.com/migrated/inline/5023_V3_Book_lores_smaller.pdf

13. À compter de septembre 2021.

14. Statistiques d'ONU Femmes basé sur les informations fournies par les Missions permanentes auprès des Nations Unies. Certains dirigeants occupent à la fois les postes de chef de gouvernement et de chef d'État. Seuls les chefs d'État élus ont été pris en compte. « Facts and figures:-Women's leadership and political participation » (Faits et chiffres : leadership et participation des femmes à la vie politique) I Notre travail I ONU Femmes – (Quartier général)

15. Ibid.

16. À compter de juillet 2022. Inter-Parliamentary Union, « Global and regional averages of women in national parliaments » (Moyennes mondiales et régionales des femmes dans les parlements nationaux), 2022, consulté le 14 juillet 2022 : « Global and regional averages of women in national parliaments » I « Parline: the IPU's Open Data Platform » (Parline : la plateforme de données ouvertes de l'Union interparlementaire)

17. Inter-Parliamentary Union, « Youth participation in national parliaments » (Participation des jeunes dans les parlements nationaux), 2021, consulté le 25 juin 2022, « Youth participation in national parliaments » I Union interparlementaire (ipu.org)

18. World Economic Forum, 'Meet our Young Global Leaders for 2020', We Forum, 11th March 2020, retrieved 30th August 2022: https://www.weforum.org/agenda/2020/03/ygl-wef-young-global-leaders/

19. ONU Femmes, « Women's representation in local government: A global analysis » (La représentation des femmes dans les gouvernements locaux : analyse globale), 2022, consulté le 25 mai 2022 : « Women's representation in local government: A global analysis » I Publications I ONU Femmes – Quartier Général

20. World Economic Forum, Global Gender Gap Report 2022: Insight Report, 2022, consulté le 30 août 2022 : https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2022.pdf

21. C. Wolbrecht, & D. Campbell, « Leading by Example: Female members of parliament as political role models » (Donner l'exemple : les femmes membres du Parlement en tant que modèles politiques), American

Journal of Political Science, 51:4, 2007 pp.921–939, disponible sur : https://www.jstor.org/stable/4620108

22. Plan International, « Taking the Lead » (Prendre les devants), 2019, consulté le 16 mars 2022, https://plan-international.org/uploads/2022/01/takingthelead-fullreport-1.pdf

23. M. Hooghe & D. Stolle, « Good Girls go to the Polling Booth, Bad Boys go Everywhere: Gender Differences in Anticipated Political Participation Among American Fourteen-Year-Olds. » (Les bonnes filles vont au bureau de vote, les mauvais garçons ne vont nulle part : Différences de genre dans la participation à la vie politique précoce chez les jeunes américains de 14 ans). Journal of Women Politics and Policy, 26:3: 1-23, 2004, available at: Pages from J014v26n03_Sample-3..PDF (researchgate.net))

24. Inter-Parliamentary Union, « Youth participation in national parliaments » (Participation des jeunes dans les parlements nationaux), 2021, consulté le 25 juin 2022, « Youth participation in national parliaments » I Union interparlementaire (ipu.org)

25. Information préparée par la Coalition Jeunesse, Paie et Sécurité, incluant un rapport à paraître sur la promotion de processus politiques inclusifs pour les jeunes. Pour plus d'information sur la Coalition, allez sur : https://cnxus.org/resource/global-coalition-for-youth-peace-security-newsletter-july-2022 (consulté le 30 août 2022).

26. J. Lawless & R. Fox, « Why Are Women Still Not Running for Public Office? Issues in Governance Studies » (Pourquoi les femmes ne se présentent-elles toujours pas aux élections ? Questions relatives aux études sur la gouvernance), 16, 2008, consulté le 5 mai 2022, 05_women_lawless_fox.pdf (brookings.edu)

27. A. Booth & P. Nolen. « Choosing to Compete: How Different Are Girls and Boys? » (La compétition : différences entre les filles et les garçons.) Journal of Economic Behavior & Organization 81: 2, 2012: 542–55

28 Women in Parliaments Global Forum et la Banque mondiale, « The Female Political Career: Women MPs Still Face Obstacles to Elected Office » (La carrière politique au féminin : les femmes parlementaires rencontrent encore des obstacles pour accéder à un poste élu), 2015, consulté le 8 janvier 2022, « The Female Political Career: Women MPs Still Face Obstacles to Elected Office » (worldbank.org)

29. Women Deliver, « Strengthen Girls' and Women's Political Participation and Decision-Making Power » (Renforcer la participation politique et le pouvoir décisionnel des filles et des femmes), n.d., consulté le 5 janvier 2022, 2019-8-D4G_Brief_Political.pdf (womendeliver.org)

30. Ibid.

31. À titre d'exemple, voir Australian Associated Press, « Scott Morrison Tells Students Striking over Climate Change to Be « Less Activist » », (Scott Morrison dit aux étudiants en grève pour le changement climatique d'être « moins militants ») The Guardian, 26 novembre 2018, section Environnement, consulté le 30 août 2022 : https://www.theguardian.com/environment/2018/nov/26/scott-morrison-tells-students-striking-over-climate-change-to-be-less-activist

32. R. Sheppard, 'Constructs of Childhood, Generation and Heroism in Editorials on Young People's Climate Change Activism: Their Mobilisation and Effects', Children & Society 3532021 380–94, disponible sur : https://doi.org/10.1111/chso.12447

33. H. Gordon & J. Taft, 'Rethinking Youth Political Socialization: Teenage Activists Talk Back', Youth & Society 43:4, 2011: 1499–1527, disponible sur : https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0044118X10386087.

34. Par example, veuillez consulter Fiji Women's Forum and International Women's Development Agency, 'Public Perceptions of Women in Leadership' International Women's Development Agency, 2014, disponible sur : https://iwda.org.au/assets/files/Public-Perceptions-of-Women-in-Leadership.pdf.

35. P. Domingo, R. Holmes, T. O'Neil, N. Jones, K. Bird, A. Larson, E. Presler-Marshall & C. Valters, 'Women's voice and leadership in decision-making: Assessing the evidence', ODI, 2014, disponible sur : https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08977e5274a31e00000c4/Womens_Voice.pdf (publishing.service.gov.uk)

36. A. Best, 'Freedom, Constraint, and Family Responsibility: Teens and Parents Collaboratively Negotiate Around the Car, Class, Gender, and Culture', Journal of Family Issues 27: 1, 2006: 55–84, https://doi.org/10.1177/0192513X05275422

37. H. Gordon & J. Taft, 'Rethinking Youth Political Socialization: Teenage Activists Talk Back', Youth & Society 43:4, 2011: 1499–1527, https://doi.org/10.1177/0044118X10386087.

38. S. Schwarzer et D. Connor. « Political Engagement among the Youth: Effects of Political Socialisation across Europe. » (L'engagement politique des jeunes : effets de la socialisation politique en Europe) 2013, paru dans Democracy in Transition: Political Participation in the European Union, K. Demetriou (ed), 253–72. Berlin : Springer disponible sur : https://www.academia.edu/8838932/Democracy_in_Transition_Political_Participation_in_the_European_Union_Editor

39. R. Fox & J. Lawless, 'Uncovering the Origins of the Gender Gap in Political Ambition', American Political Science Review 108: 3, 2014: 499–519, https://doi.org/10.1017/S0003055414000227

40. J. Weiss, « What is youth political participation? Literature review on youth political participation and political attitudes » (Qu'est-ce que la participation politique des jeunes ? Analyse documentaire sur la participation politique et les attitudes politiques des jeunes), Frontiers in Political Science, 15 mai 2020, disponible sur : https://doi.org/10.3389/fpos.2020.00001

41. H. Pfanzelt & D. Spies, 'The Gender Gap in Youth Political Participation: Evidence from Germany', Political Research Quarterly 72:1, 2019: 34–48, disponible sur : https://doi.org/10.1177/1065912918775249

42. J. Booth-Tobin & H. Han, 'Motivated by Change: Political Activism of Young Women in the 2008 Presidential Campaign', Women's Studies Quarterly 38, no. 1/2 (2010): 115–29, disponible sur https://resolver.scholarsportal.info/resolve/07321562/v38i0001/115_mbcpaowit2pc.xml

43. Ibid.

44. M. Hooghe & D. Stolle, « Good Girls go to the Polling Booth, Bad Boys go Everywhere: Gender Differences in Anticipated Political Participation Among American Fourteen-Year-Olds. » (Les bonnes filles vont au bureau de vote, les mauvais garçons ne vont nulle part : Différences de genre dans la participation à la vie politique précoce chez les jeunes américains de 14 ans). Journal of Women Politics and Policy, 26:3: 1-23, 2004, available at: Pages from J014v26n03_Sample-3..PDF (researchgate.net))

45. M. Collins, A. Augsberger & W. Gecker, 'Youth Councils in Municipal Government: Examination of Activities, Impact and Barriers', Children and Youth Services Review 65, 2016: 140–47, disponible sur : https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2016.04.007

46. M. Shephard & S. Patrikios, 'Making Democracy Work by Early Formal Engagement? A Comparative Exploration of Youth Parliaments in the EU', Parliamentary Affairs 66:4, 2013: 752–71, https://doi.org/10.1093/pa/gss017.

47. M. Collins, A. Augsberger & W. Gecker, 'Youth Councils in Municipal Government: Examination of Activities, Impact and Barriers', Children and Youth Services Review 65, 2016: 140–47, disponible sur : https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2016.04.007

48. S. Finlay, 'Carving Out Meaningful Spaces for Youth Participation and Engagement in Decision-Making', Youth Studies Australia 29: 4, 2010: 57, https://doi.org/10.3316/ielapa.568641998471768

49. H. Gordon & J. Taft, 'Rethinking Youth Political Socialization: Teenage Activists Talk Back', Youth & Society 43:4, 2011: 1499–1527, disponible sur : https://doi.org/10.1177/0044118X10386087

50. H. Pfanzelt & D. Spies, 'The Gender Gap in Youth Political Participation: Evidence from Germany', Political Research Quarterly 72:1, 2019: 45, disponible sur : https://doi.org/10.1177/1065912918775249.

51. A. Keating ,& G. Melis, « Social media and youth political engagement: Preaching to the converted or providing a new voice for youth? » (Les médias sociaux et l'engagement politique des jeunes : prêcher des convertis ou donner une nouvelle voix pour les jeunes ?) British Journal of Politics and International Relations 19:4, 2017: 877-894, disponible sur : https://doi.org/10.1177/1369148117718461

52 A. Cho, J. Byrne & Z. Pelter, « Digital civic engagement by young people » (Engagement civique numérique des jeunes), UNICEF, 2020, consulté le 15 mai 2022, Digital-civic-engagement-by-young-people-2020_4.pdf (unicef.org)

53. A. Keating & G. Melis, « Social media and youth political engagement: Preaching to the converted or providing a new voice for youth? » (Les médias sociaux et l'engagement politique des jeunes : prêcher des convertis ou donner une nouvelle voix pour les jeunes ?) British Journal of Politics and International Relations 19:4, 2017: 877-894, disponible sur : https://doi.org/10.1177/1369148117718461

54. T. Brimacombe, R. Kant, G. Finau, J. Tarai and J. Titifanue, 'A New Frontier in Digital Activism: An Exploration of Digital Feminism in Fiji', Asia & the Pacific Policy Studies 5:3, 2018: 508–21, https://doi.org/10.1002/app5.253

55. Amnesty International, « Toxic Twitter: A Toxic Place for Women » (Twitter toxique : un endroit toxique pour les femmes), 2018, consulté le 16 mai 2022, Toxic Twitter - A Toxic Place for Women - Amnesty International

56. R. Izsák-Ndiaye, 'If I Disappear: Global Report on Protecting Young People in Civic Space', Office of the Secretary General's Envoy on Youth, 2021: 33, consulté le 18 juin 2022, UN-A4 NEW.indd

57. A. Santos, « Young Filipino feminists: the personal and the sexual are political » (Jeunes féministes philippines : le personnel et le sexuel sont politiques), Heinrich Böll Stiftung, 15 décembre 2021, récolté le 3 août 2022, https://eu.boell.org/en/young-voices-philippines

58. S. Yatco, « Youth-led org's call to destigmatize sex talk in PH » (Une organisation dirigée par des jeunes appelle à déstigmatiser les discussions sur le sexe aux Philippines), Philippine Daily Inquirer, 27 juillet 2021, consulté le 3 août 2022: « Youth-led org's call to destigmatize sex talk in PH » I Inquirer Lifestyle

59. Mama Cash and FRIDA, 'Girls to the Front: a snapshot of girl-led organising', 2018, récolté le 15 juin 2022, https://www.mamacash.org/en/report-girls-to-the-front

60. FRIDA et AWID, « Brave, Creative and Resilient: The State of Young Feminist Organizing » 2016 (Courageuses, créatives et résilientes : l'état des jeunes féministes organisatrices), consulté le 10 janvier 2022. « Brave, Creative and Resilient: The State of Young Feminist Organizing » I AWID

61. Un petit nombre de filles du groupe *Choix réels, vies réelles* ont déclaré qu'elles ne savaient pas ce qu'était la politique ou qu'elles étaient incapables d'exprimer ce qu'elles y associaient.

62. A. Olaiya, « Afro-Colombian Vice Pres. After 200 Years: Francia Thanks Ancestors » (Vice-présidente afro-colombienne après 200 ans : Francia remercie ses ancêtres), The Ancestral News, 21 juin, 2022, consulté le 3 août 2022 : https://ancestrals.com.ng/2022/06/21/ancestral-first-afro-colombian-vice-president-after-200-years-thanks-orunmila/

63. A. Okunola « Young, Bold, Feminist: How Is Nigeria's Damilola Odufuwa Creating Space for Africa's Women? » (Jeune, audacieuse, féministe : comment la Nigériane Damilola Odufuwa a-t-elle créé un espace pour les femmes d'Afrique ?), Global Citizen, 22 janvier 2022, consulté le 3 août 2022 : https://www.globalcitizen.org/en/content/feminist-coalition-damilola-odufuwa-nigeria-women/

64. Ibid.

65. La population afro-brésilienne représente 50,7 % de la population brésilienne totale.

66. D. Selby, 'Former First Lady Michelle Obama Wishes Men Could Fail Like Women', Global Citizen, 7 Mai 2018, consulté le 30 août 2022, https://www.globalcitizen.org/fr/content/michelle-obama-tracee-ellis-ross-gender-equality/

67. L'enquête de base a été adaptée pour garantir la sensibilité aux contextes nationaux. Plus précisément, au Vietnam, une question (sur les sentiments causés par les décisions des leaders politiques) a été supprimée et aux États-Unis et en Australie, des questions supplémentaires ont été ajoutées en fonction du contexte politique national (ces questions supplémentaires n'ont pas été analysées dans le cadre du présent rapport).

PLAN INTERNATIONAL | AUX FILLES, L'ÉGALITÉ

À PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante qui promeut les droits des enfants et l'égalité des filles. Nous nous efforçons de créer un monde juste, en travaillant ensemble avec les enfants, les jeunes, nos sympathisants et nos partenaires. En utilisant notre influence, notre expérience et nos connaissances, Plan International encourage les changements dans les pratiques et les politiques au niveau local, national et mondial. Nous ne dépendons pas des gouvernements, des religions ni des partis politiques. Depuis plus de 85 ans, nous construisons des partenariats puissants pour les enfants et nous sommes actifs dans plus de 75 pays.

AUX FILLES, L'ÉGALITÉ

Plan International fait campagne pour les droits des filles depuis plus de dix ans et la campagne actuelle Girls Get Equal (Aux filles, l'égalité) vise à garantir que les filles et les jeunes femmes puissent prendre le contrôle de leur propre vie et contribuer à façonner le monde dans lequel elles vivent. Promouvoir le leadership et amplifier la voix des filles est au cœur de cette campagne. Garantir aux filles la possibilité de communiquer avec les détenteurs du pouvoir et les associer aux décisions qui façonnent leur vie est essentiel pour faire respecter leurs droits. Leur engagement en politique doit être soutenu à tous les niveaux et les obstacles entravant leur participation à la vie politique doivent être reconnus et éliminés.

Plan International
Global Hub
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni

Tel: +44 (0) 1483 755155
Fax: +44 (0) 1483 756505
Email: info@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2022

facebook.com/planinternational
twitter.com/planglobal
instagram.com/planinternational
linkedin.com/company/plan-international
youtube.com/user/planinternationaltv